



VOX

Mai - Août 2009 - No 83

Association Internationale des Anciens des Communautés Européennes

Assises à Opio



AIACE 40 ans

1989 - 2009

«Le Mur tombe, l'Europe renaît !»
(lire page 6)



Vox n° 83 - Mai - Août 2009

EDITORIAL

- 4 40ème anniversaire de l'AIACE - A quoi servent les pensionnés?
- 5 AIACE's 40th anniversary - What's the point of pensioners?

EUROPE

- 6 Il y a vingt ans, la renaissance de l'Europe
- 7 Vaclav Klaus, le « dissident » européen
- 8 L'Union européenne et la crise mondiale
- 9 The regions and Europe
- 10 The Swedish EU Presidency autumn 2009 – a personal reflection
- 11 Des interprètes, par milliers....

AIACE

- 13 Réunion de famille à Opio
- 15 Message du Président José Manuel Barroso
- 16 Allocution du Vice-Président Siim Kallas
- 17 Allocution de Irène Souka
- 18 Intervention de Rudolf Dumont du Voitel
- 19 Les travaux du Conseil d'administration international
- 20 L'avenir de nos pensions
- 22 Les brèves
- 23 Album photo

ADMIN

- 27 Les adieux de Claude Chêne au personnel
- 28 Le partenariat : une plus-value pour les actions sociales

LES SECTIONS

- 29 Allemagne
- 30 Belgique - Danemark
- 31 Espagne
- 32 Finlande
- 33 France - Italie

- 35 Luxembourg - Portugal
- 36 Sweden - United Kingdom

SOCIETE

- 37 Le volontariat des personnes âgées et le rôle des politiques publiques
- 38 Karl der Kühne, Herzog von Burgund Zu der Ausstellung in Bern, jetzt Brügge und bald Wien
- 40 Nouvelles brèves

42 COURRIER DES LECTEURS

43 QUE SONT-ILS DEVENUS?

44 LES ANCIENS PUBLIENT

46 NECROLOGIE

47 NOTE FROM THE EDITOR

47 LE PROCHAIN VOX...

Secrétariat international

Geneviève Parfait

De 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h
Rue de la Science 29 (SC-29 02/04)
1049 BRUXELLES
Tél. : + 32(0)2-295.29.60
genevieve.parfait@ext.ec.europa.eu



FAITES-VOUS MEMBRE DE L'AIACE

EN REMPLISSANT LE BULLETIN D'ADHÉSION JOINT À CE NUMÉRO

Editeur responsable :

Gérald Coget

Directeur de la publication :

Daniel Guggenbühl

Rédacteur en chef :

Franco Pettini

Rédacteur en chef adjoint :

Yvette Demory

Comité de Rédaction :

Jürgen Erdmenger

Philippe Loir

John Maslen

Joao Mateus Tique

Monique Théâtre (Commission)

Rédacteurs associés :

Egon Heinrich, Marianne Hildebrand,

Giovanni Livi, Charles Reich



Adresse :

Association Internationale des Anciens des
Communautés Européennes
Commission européenne (SC-29 02/04)
B-1049 Bruxelles
Tel: 02-295.29.60 - Fax: 02-295.33.56
Email: aiace-int@ec.europa.eu
Internet: <http://www.aiace-europa.eu>

«Vox» est tiré à 17.000 exemplaires

Secrétariat de Rédaction :

genevieve.parfait@ext.ec.europa.eu

Photos :

Médiathèque CE - Aiace

Mise en Page:

Jean-Claude Lesuisse

Tel: 32 475 43 73 38 - Fax: 32 2 400 72 95

E-mail: jclesuisse@hotmail.com

Impression:

Ateliers de reproduction de la Commission

40ème anniversaire de l'AIACE - A quoi servent les pensionnés

Bonjour, je viens d'ailleurs. Je ne suis pas E.T. Je suis ce que les actifs deviennent après quelques années : un « pensionné ». Je vis dans le monde étrange et oublié des agents mis en retraite et donc devenus « autres » !

En fait, le voyage vers cet ailleurs n'est pas long. Une simple transmutation suffit. Après une longue carrière, vous étiez quelqu'un encore le jour J à l'instant du dernier verre, puis vous n'êtes plus personne à la sortie du bâtiment. Pfff !..., bienvenue chez « PP », Planète Pensionnés. Bien sûr, on ne s'en rend pas compte tout de suite. Apparemment rien n'a changé. On se sent un



peu drôle certes, le visage plus marqué, un certain vague à l'âme, mais tout marche bien, la tête, les bras, les jambes. C'est même mieux au début. Fini le stress, les rendez-vous difficiles, les séances de travail harassantes, Vive les vacances ! Non, c'est petit à petit que vous réalisez. La nouvelle résidence, la vie culturelle, les voyages, le farniente, c'est super. Mais ..., je tourne en rond, je tourne en rond ! Mon ancien costume s'étirole, vide, dans son placard. Je l'ai troqué contre un jean et un tee-shirt. La chrysalide et le papillon en quelque sorte, mais dans quel sens ?

Esprit chagrin me direz-vous ! Après tout, vous avez votre pension, votre sécurité sociale et tout ce temps libre ! Que voulez-vous de plus ? Ce n'est pas notre faute si le temps passe ! C'est vrai, j'aurais mauvaise grâce à ne pas l'admettre, même si je ne souhaite pas être considéré comme une charge inutile. C'est cela qu'offrent les sociétés occidentales développées à leurs congénères pensionnés : l'amnésie et une sécurité lénitive !

Et pourtant, et pourtant ! Nous avons tous besoin

de conserver un lien avec notre monde professionnel précédent. Il est difficile de rayer purement et simplement 30 ans de sa vie active. Nous avons participé directement à l'édification de l'Union européenne ! Il n'y a pas eu de faits d'armes, heureusement, mais des faits d'administration, catégorie méconnue. Certains ont été glorieux, sans médailles ni citations.

Certains coups bas ont été reçus, aux blessures morales. Mais nous avons accompli une œuvre historique de paix dont nous pouvons être fiers ! Que faire donc ? Je n'ai pas de formule magique. Il faudrait aménager le temps de la vie active entre éducation, travail et loisirs, et organiser un passage harmonieux vers l'inactivité à la carte. Les Institutions peuvent être innovantes ; elles devraient approfondir leur réflexion en ce sens dans la tranche d'âge 55-75 ans. Car, à quoi servent les pensionnés ? Actuellement, à constituer un marché de consommation spécifique et c'est insuffisant ! Et à quoi rêvent les



pensionnés ? A s'intégrer dans leur environnement social, à être utiles et à garder la considération des autres ! Beau, difficile et ambitieux programme pour les anciens des Institutions européennes, très souvent dépayés !

Nous y sommes prêts ! Soyons pratiques et utilisons l'AIACE. Nos aînés ont créé, il y a 40 années, une association internationale des anciens. C'était une excellente initiative. Elle traduisait le besoin, plus sensible dans le contexte international qui nous caractérise, de ne pas nous perdre de vue et de garder un lien avec les Institutions. Cela a marché ! Notre association regroupe aujourd'hui quelque 8.500 adhérents et 14 sections nationales. Nous avons un accord avec la Commission reconnaissant notre représentativité et notre utilité, notamment dans les domaines du dialogue social et des actions sociales destinés aux pensionnés. Il faut l'en remercier et tenter d'élargir cet accord aux autres Institutions. Mais il faut aussi nous ouvrir au monde extérieur qui nous entoure ! En ce 40ème anniversaire, je vous engage donc à faire la fête. Certes, le contexte économique actuel morose s'y prête mal mais, légitimement, nous pouvons et nous devons manifester notre existence et le maintien de notre cap.

Pour finir, un peu de recul. Ne soyons pas obsédés du passé, désolés ou ravis de ne plus faire partie de la grande famille des actifs. On n'est plus ce que l'on a été : soyons donc autre chose ! Heureux les pêcheurs à la ligne et autres aventuriers de l'impossible ! L'air est pur, la route est large ! La vie est encore devant nous, profitons-en ! Je vous souhaite pour cela santé et sérénité. Sachons apprécier le temps qui passe, l'air calme du soir et la mélodie suave du soleil noyant ses braises à l'horizon. Demain sera aux autres et notre cœur résonne dans l'Univers. C'est lorsque le passé n'est plus un manque mais une richesse que nous pouvons, sans désir et sans regret, nous sentir bien dans notre être.

Gérald Coget

AIACE's 40th anniversary - What's the point of pensioners?

Hello, I come from another world. I'm not E.T. I'm what working officials become after a number of years: a 'pensioner'. I live in the strange forgotten world of employees who have retired and thus become 'different'!

In fact it's not far to this other world. A single mutation and you're there. After a long career, you were still someone as you drained your last glass on D-day, then when you left the building you were nobody any more. Phut! Welcome to 'PP', Pensioners' Planet. Of course, you don't realise it at once. Nothing seems to have changed. You feel



Union! There haven't been any feats of arms, fortunately, but plenty of feats of administration, a field which is often underestimated. Some of these achievements were glorious, though with no medals or citations. There have been some foul blows and some injured feelings. But we've accomplished an historic and peaceful task which we can be

a bit odd, certainly, your face is a bit hollower, you feel vaguely dissatisfied, but everything's working, your head, your arms, your legs. In fact things are better at first. No more stress, no more difficult meetings or exhausting working sessions... Hurrah for the holidays! No, you only realise bit by bit. A new home, cultural life, travel, the pleasures of idleness, it's great. But...I'm getting nothing done! My old suit is wasting away, hanging empty in the wardrobe. I've swapped it for jeans and a T-shirt. It's a bit like the chrysalis and the butterfly, but which direction am I going in?

You're a grumpy old gentleman, you'll tell me! After all, you've got your pension, your health insurance and all that free time! What more do you want? It's not our fault if time passes! It's true; I'd be ungracious not to admit it, even though I don't want to be thought of as a useless burden. That's what Western developed societies offer their retired colleagues: amnesia and soothing security!

And yet, and yet! We all need to keep up a link with the world of our former profession. It's hard simply to wipe away 30 years of our active life. We have played a direct part in building the European

proud of!

What's to be done, then? I have no magic formula. There should be a way of dividing up our active life between learning, work and leisure, and organising a balanced transition towards a retirement adapted to each person's needs. The E.U. Institutions are capable of making innovations; they should think harder about this kind of approach for the 55-75 age range. Because, what's the point of pensioners? At present, their only function is to be a specific sector of the consumer market, and it's not enough! And what do pensioners dream about? Being integrated into their social environment, being useful, retaining the respect of other people! A fine, difficult and ambitious programme for former officials of the European Institutions,



who often live in countries which are not their own!

We're ready for it! Let's be practical and use the AIACE. Forty years ago, our predecessors set up an international association of former officials. It was an excellent initiative. It reflected the need, particularly strong in the international context we operate in, not to be lost from sight and to maintain a link with the Institutions. It's worked! Today our association has some 8,500 members and 14 national sections. We have an agreement with the Commission which recognises our representative role and our usefulness, particularly in the areas of social dialogue and social actions for pensioners. We must be grateful for this and try to extend this agreement to the other Institutions. But we must also open up to the outside world around us! On this 40th. Anniversary, I call on you to celebrate. Certainly the present gloomy economic climate doesn't lend itself to celebration, but we can with justification - and we should - proclaim that we exist and that we're keeping on course.

Finally, let's step back a bit. Let's not be obsessed by the past, let's not be either broken-hearted or delighted because we don't belong any longer to the big family of working officials. We are not what we were, so let's be something else! Fortunate the anglers and other seekers after impossible adventures! The air's like wine, the road lies open! Life is still before us, let's make the most of it! I wish you the health and the serenity to do this. Let's

appreciate the passing of time, the calm evening air and the gentle harmony of the sun quenching its fires on the horizon. Tomorrow will be for others, and our hearts resonate in the Universe. When we no longer miss the past but enjoy its richness, without desire and without regret, then we can feel at home within ourselves.

Gérald Coget

Il y a vingt ans, la renaissance de l'Europe

Le Mur de Berlin, aussi appelé « Mur de la honte », érigé par les autorités est-allemandes et qui traversait la ville du Nord au Sud comme une énorme balafre, s'écroula pacifiquement et dans la liesse populaire le 9 novembre 1989. Sa construction, le 13 août 1961, avait déjà été un aveu de faiblesse du régime est-allemand puisque sa principale fonction était de stopper l'émigration de ses citoyens vers l'Ouest. Sa chute annonça la mort de l'Union soviétique et du communisme et précéda d'un an la réunification allemande.

Ainsi se termina un vingtième siècle calamiteux pour notre Europe avec ses deux guerres mondiales et ses deux dictatures sanguinaires qui avaient conduit à la division de notre continent. Nous avons tous grandi dans cette Europe sortie divisée de la deuxième guerre mondiale et, pendant très longtemps, nous ne pouvions guère imaginer que la division prendrait fin. Et pourtant le miracle s'est produit.

Dès la fin de l'année 1989, le Conseil européen, conscient du bouleversement historique en train de se produire, chargea la Commission de préparer un cadre de négociation destiné à offrir une alternative à trois pays en train de s'émanciper du communisme



et à les aider à gérer la transition : la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Nos dirigeants, qu'il s'agisse de la Commission ou des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres, étaient convaincus, à juste titre, qu'il fallait tendre la main au plus vite à ces pays qui étaient nos frères par l'histoire et la culture.

Du reste, l'existence même de la Communauté européenne et les progrès de la construction européenne exerçaient une véritable fascination qui, dès le début des négociations, ont fait de l'adhésion à la Communauté leur grand objectif politique. Aussi leur « vocation à l'adhésion » a-t-elle été inscrite dans les accords

d'association que la Communauté négocia avec eux dès le début des années 90. Désireuse d'affirmer le caractère spécifique de ces accords, la Commission proposa de les appeler « accords européens » et cette dénomination entra dans les faits.

«Le siècle se terminait par la renaissance de l'Europe»

Par la suite, des accords similaires furent conclus avec d'autres pays d'Europe centrale (Tchèques et Slovaques se séparèrent pacifiquement en 1993) ainsi que les trois pays baltes, si bien que, en 2004, l'Union européenne connut un élargissement à dix nouveaux pays, auxquels la Bulgarie et la Roumanie se joignirent en 2007.

Dans son programme de travail pour 2009, la Commission a fixé comme priorité de communication institutionnelle le vingtième anniversaire des changements démocratiques en Europe centrale et orientale et, dans une étude publiée au début de cette année, elle a fait un bilan très positif des changements intervenus depuis l'élargissement, qui a rendu l'Union européenne plus forte et culturellement plus riche. La crise actuelle, certes, constitue pour l'Union un défi redoutable et plusieurs nouveaux Etats membres en sont particulièrement affectés...mais où en seraient-ils s'ils ne bénéficiaient pas des aides de l'Union ?

Il aura fallu moins de vingt années pour que le processus engendré par l'écroulement du Mur de Berlin en 1989 conduise à la réunification de l'Europe et à la démocratisation de ses nouveaux membres. En ces temps de morosité ambiante, c'est pour tous les Européens un grand sujet de satisfaction et une source d'espoir pour les années à venir.

Daniel Guggenbühl



Vaclav Klaus, le « dissident » européen

Vaclav Klaus, 67 ans, a été élu président de la République tchèque en 2003 et réélu en 2008. Ce personnage au physique râblé de bon médecin de famille aux moustaches blanches cache sous son apparence débonnaire et rassurante un tempérament autoritaire et dogmatique et s'est fait remarquer à de nombreuses reprises par ses prises de position anti-européennes alors même que son pays exerçait la présidence de l'Union européenne.

Economiste de formation, il ne s'est pas distingué, sous le régime communiste, par une attitude de véritable dissident, contrairement à son prédécesseur Vaclav Havel. Il y a des zones d'ombre dans sa biographie.

Depuis la disparition du communisme, c'est l'Europe qui est devenue sa bête noire. Lorsque son pays rejoignit l'Union européenne en 2004, il refusa de hisser le drapeau européen sur son château présidentiel de Prague. L'homme aime la provocation. Le

changement climatique, pour lui, procède d'un « alarmisme écologique » et le réchauffement global de la planète, désormais admis par tous les experts, n'est selon lui qu'un « dogme trompeur ».

Klaus en veut surtout à l'Union européenne, dans laquelle il voit la menace d'une entreprise totalitaire de type soviétique, Bruxelles prenant la place de Moscou...et sans doute de Vienne, ancienne capitale de l'empire austro-hongrois dans lequel les Tchèques avaient peu de visibilité. Se voulant libéral à tous crins, il reproche même à l'Union ses penchants socialistes.

Un de ses faits de gloire fut le discours qu'il prononça devant le Parlement européen le 19 février dernier, véritable réquisitoire contre l'Union européenne en général et contre le traité de Lisbonne en particulier, un traité qui augmenterait encore le déficit démocratique de l'Union.



Alors que les parlementaires eurosceptiques l'applaudissaient frénétiquement, il se fit huer par les autres députés, qui quittèrent l'hémicycle. Il accompagna d'un sourire de satisfaction malicieux ce spectacle inédit.

D.G.



L'Union européenne et la crise mondiale

Pour chercher les origines de la crise, nous pouvons creuser dans plusieurs directions sans être certains d'avoir la réponse exacte et complète du phénomène.

Pour certains il n'y a pas de doute, ce sont les largesses des banques américaines vis-à-vis d'une clientèle insolvable qui ont cherché à se couvrir en entraînant dans leur sillage banques et assurances du monde entier, dans un mécanisme connu sous le nom de « subprimes ».



Toutefois, l'effet accélérateur de la crise des « subprimes » ne semble pas justifier par lui-même l'ampleur d'une telle crise globale. En effet, comment imaginer que des pertes initiales de 100 milliards de dollars, qui représentent à peine 0,7% du PIB américain et 0,22% du PIB mondial, puissent produire une telle vague de faillites bancaires d'abord et une récession économique et sociale ensuite, élargie au niveau mondial.

Pour d'autres, la crise serait plutôt liée en totalité ou en partie aux fluctuations d'une économie globale, qui créerait une espèce nouvelle de cycle économique conduisant à des situations convergentes, surtout dans les économies développées et émergentes. La situation actuelle du secteur automobile dans le monde étant un exemple frappant de ce synchronisme et des conséquences économiques mais aussi sociales que cela continue à provoquer.

Toujours dans le même registre de la crise économique, on pourrait rétorquer que les causes ne sont peut-être pas conjoncturelles, mais résulteraient plutôt d'une évolution lente et inévitable de la répartition des activités économiques dans le monde et dont le moment actuel ne serait qu'un soubresaut.

Finalement, nous pourrions chercher du côté de l'évasion et de la fraude fiscale qui assèchent les ressources des bud-

gets publics et creusent irrémédiablement les déficits, sauf à faire combler le trou par un apport supplémentaire des vertueux ou d'une façon ou d'une autre par l'émission de monnaie sans contrepartie, avec son corollaire d'une croissance poussée par l'inflation.

Dans tous les cas de figure, on voit bien que les solutions les plus efficaces

ne peuvent être trouvées que dans une approche dépassant le simple cadre des économies nationales. C'est pour cela que la proposition d'actions coordonnées a vu le jour au sein du G20, sous forme de plans de relance économique destinés à produire des résultats à court terme ainsi que des propositions de régulation du système financier (banques, assurances et valeurs mobilières) destinées à éviter les crises à long terme.

Le seul problème, et il est de taille, c'est que le G20 n'est pas une institution internationale disposant d'une autorité nécessaire et suffisante pour faire appliquer et surveiller les décisions prises en son sein et il n'est pas représentatif de l'ensemble des économies mondiales même si, il est vrai, plus de 80% du PIB mondial y était représenté. Donc, la responsabilité de l'application des propositions est revenue d'une part au FMI (plans de

«Des solutions dépassant les cadres nationaux»

«La crise met en lumière le manque d'Europe»

relance) et d'autre part aux Etats pris individuellement.

Pour les profanes que nous sommes, il nous paraissait normal que l'Union européenne puisse, dans le cadre du G20, avoir de plus amples responsabilités au titre des compétences qui lui sont propres, c'est-à-dire le fonctionnement du marché intérieur et l'intégration toujours plus étroite du marché européen des biens, services et capitaux. Une des grandes priorités dans ce domaine étant justement la création d'un cadre juridique pour l'intégration des marchés de capitaux et pour la création d'un marché unique des services financiers.

Dans cette perspective, la Commission européenne travaille depuis des années sur des propositions de comités européens de surveillance des marchés, des banques et des assurances ; des directives ont même été approuvées à cet égard, mais les vieux réflexes nationaux qui sont de nouveau à l'œuvre, sont bien visibles dans le manque d'entrain mis dans la transposition en législation nationale de ces directives. Une dernière tentative intéressante est celle du rapport rédigé, à la demande de la Commission, par Jacques de Larosière, ancien directeur général du FMI, qui pourrait servir de document de base pour la législation communautaire de surveillance financière.

Cette crise met donc en lumière le manque d'Europe et le besoin d'un renforcement de politiques de coordination économique et financière alors qu'on assiste à un comportement frileux de repli sur soi des Etats membres qui n'aide pas à la mise en place d'une solution d'ensemble. Cependant, ce ne sera pas la première fois que l'Europe aura accompli des progrès à partir d'une situation de crise. On peut espérer que confiance et progrès seront au rendez-vous pour faire de l'Union l'espace de liberté, de prospérité de justice et de solidarité qui est ancré dans ce grand projet d'avenir.

João Mateus Tique



The regions and Europe

Regions and municipalities can contribute to filling the gap between citizens and the European institutions. A Eurobarometer survey carried out in autumn 2008 shows that the majority of European citizens think that regions and local authorities are not only the most trusted layer of government but also best placed to explain how European policies impact on the daily lives of citizens.

The Regions and the citizens

The survey suggests that regional and local governments are considered the most trustworthy levels of government. While only one third of European citizens tend to trust their national governments (34 %), half of them declare that they trust their local and regional authorities (50 %), more than the level of trust in the European Union (47 %). In France, Belgium, the Netherlands and Germany, the percentage rises to 65 % and in Austria, Finland, Sweden and Denmark to 72 %. In addition, the survey shows that nearly 60 % of European citizens would like to see regional and local authorities have a greater say in the EU decision-making process.

The results of the survey can be best appreciated when realizing that, in the 27 Member States of the EU, nearly 300 regions and 91000 municipalities have major powers in key sectors like economic development, education, transport and environment, and that they account for two-thirds of total public expenditure. They are also key actors in the implementation of common European policies. It is therefore natural that their action touches directly the interests of the people and that they are seen as their direct interlocutor.

The Committee of Regions

It was, then, inevitable to recognize the political weight of these bodies, which were in fact given political representation at



the European level with the establishment of the Committee of Regions (CoR) in 1994. The CoR is consulted on proposed European legislation in areas of concern at regional and local level, such as economic and social cohesion, trans-European transport infrastructures, health, education, employment, social policy or environment.

Thus the survey seems to confirm what the CoR has been saying since its creation, i.e. that people tend to trust their local and regional representatives whom they know best. These democratic representatives know what the people of their constituencies think and want. If Europe is to gain confidence and to close the gap with its citizens, it must involve these representatives and their institution, the CoR, more in EU decisions. The Lisbon draft Treaty goes precisely in this direction, as it strengthens the role of the Committee, making it compulsory for it to be consulted by the European Parliament on all issues that are important for regions and municipalities, and giving the Committee the



right to appeal to the European Court of Justice, if it believes that EU legislation violates the subsidiarity principle or infringes the rights of regions.

Impact on peoples' day-to-day life

Most people questioned by Eurobarometer said they did not find that Europe has a major impact on their daily life. In sharp contrast, 38 % believe that regional and local bodies have a most crucial role to play. This opinion is not far from reality, since regions and municipalities are responsible for the implementation of two-thirds of EU legislation and expenditure in areas close to peoples' interests. Asked who was best placed to explain how European policies affect their daily life, 21 % suggest the Members of the European Parliament, 26 % regional and local elected representatives and 23 % national representatives.

Spreading the European message

That explains why the Committee of the Regions was called upon by the Commission to help raise awareness about the coming elections for the European Parliament and to explain the importance of the European challenge. Indeed, the lack of information may be one of the main causes for the low rate of participation in past elections (47 % in 2004).

However, the privileged position of regional and local bodies in the eyes of citizens may be viewed at the same time as a screen which hides from the people the relevance of the European institutional level. This ambivalent position may make it difficult for these bodies to spread efficiently the European message.

Franco Pettini

The Swedish EU Presidency autumn 2009 – a personal reflection

Sweden is taking over its second EU Presidency from 1 July this year, the first Presidency was held in spring 2001. There is a great difference between the two, as you will see below.

Last time the greatest challenge was for the Government to convince themselves as well as the Swedes in general that we actually are a member of the EU. The general feeling and the debate was still whether Sweden should belong to the club or not and the political parties which formed the necessary support to the Social Democrats leading the minority Government had on their agenda to leave the EU. Several ministers had not seen as their priority to attend EU-meetings and therefore were not very accustomed to the way negotiations were managed which meant that they had to learn by doing. Sweden had decided about three priorities: Environment, Enlargement and Employment and expected to fulfil all their plans in these three areas. To some extent they did, but perhaps not as much as they had hoped.

This time we have a different situation indeed. The basis for the present Government is solid vis-à-vis the EU membership: both the alliance of four conservative-liberal parties and the majority of Swedes are positive to the EU, in fact the highest score so far. Swedish Ministers have made attendance at EU-meetings a priority and have been very active on the field. This helps a lot in the preparation of 115 conferences and 11 Ministers' meetings planned so far, with an open mind for new needs. But there are other uncertainties and challenges ahead:

- climate change and environment: we are constantly getting new reports about melting ice in the Arctic and the rise of sea level ahead, threatening low countries in Europe and elsewhere. The Copenhagen climate confer-



ence in December, EU's biggest meeting ever with several thousand delegates, has to be a success. There are both threats and possibilities and new technologies have a future in this area;

- economic crisis: the Swedish Presidency has to continue keeping up joint efforts and solidarity in combating the

crisis through agreements on actions to take and how to avoid protectionism. The Internal Market and the Lisbon Strategy are still in focus and the Presidency will together with the incoming Spanish Presidency prepare for a follow-up on the Strategy;

- Lisbon Treaty: the uncertainty around the new Treaty has affected all preparations so far but at least it is clear now that the Swedish Prime Minister, Fredrik Reinfeldt, will fulfil the role of President of the EU until the end of the year;

- enlargement: Turkey and western Balkan are on the agenda and, again, Sweden is very positive to enlargement and will do its very best to move forward as much as possible. The Baltic Sea strategy, a macro-regional strategy for investment and cooperation for 8 out of 9 countries around the Baltic Sea (the 9th being Russia) will provide a cleaner and more safe Baltic Sea as well as a dynamic economy with deeper integration (open to all EU Member States);

- and, on top of all this, a newly elected European Parliament, a new Commission and planning for the new functions of a semi-permanent President as well as a "European Foreign Minister" if the Lisbon Treaty comes into effect at the end of the year.

It is clear that the challenges are great and so are the expectations, but above all there has to be a great deal of flexibility to throw all plans over board and deal with any other upcoming crisis of which nobody has an idea at this moment! The Czech Presidency did not plan for the Gaza invasion or the gas conflict, the French had neither planned for the conflict in Georgia, nor for the economic crisis. But I have confidence in the Swedish Government and their ability to handle both the plans which are known and the unknown future. They also have the best possible Ambassador to the EU at the Swedish Permanent Representation in Brussels who will lead the Representation staff in a most competent way, with a great deal of freedom from detailed instructions from Stockholm as the goals have been set in advance. At least those that you can plan for!

Marianne Hildebrand



Openness, efficiency and dialogue are the key words symbolised in the logotype, presented in March by the Swedish EU-Minister Cecilia Malmsström. It also communicates climate, light and focus on everyday life. The new web address 'se2009.eu' is intended to give a clear signal that the Swedish Presidency belongs to and speaks for the whole EU, while last time the address was eu2001.se.

Des interprètes, par milliers....

La multiplicité linguistique doit être affirmée, confirmée, protégée et appréciée à sa juste valeur... La politique du multilinguisme n'est pas seulement une concession faite au passé, elle est la voie qui nous permettra de construire notre avenir commun déclarait, en novembre 2008, le Commissaire européen responsable du multilinguisme, Léonard Orban, lors d'un séminaire sur les multiplicités linguistiques.

Nous sommes nombreux à l'AIACE à avoir connu l'époque des salles de réunion à quatre langues d'interprétation et à s'être inquiétés en 1973 de la progression exponentielle du nombre des interprètes entraînée par l'arrivée des langues danoises et anglaises ! Où mettre toujours plus de cabines, comment trouver les budgets nécessaires ? La réalité a dépassé depuis lors tout ce que l'on pouvait imaginer lorsqu'en 2004 le grand élargissement a doublé du jour au lendemain le nombre des langues officielles. On en est à 23 langues et ce n'est pas fini. La DG Interprétation (jadis SCIC) a su y faire face, mais comment ?

Alors que vers les années 70/80 il avait été envisagé, dans un souci d'économie, la possibilité de n'interpréter que vers et à partir du français et de l'anglais ou même de n'utiliser qu'une seule langue connue de tous, la promotion des vertus du multilinguisme a depuis été le moteur du respect des langues, de toutes les langues. Donner à chacun la possibilité de s'exprimer dans sa propre langue est reconnu comme une exigence fondamentale de la légitimité démocratique de l'Union européenne. Rien ne doit empêcher les participants aux réunions



de comprendre ce qui est dit et d'y exprimer leurs idées.

Ces bons et généreux principes auraient pu transformer les réunions en une cacophonie digne de la malédiction de la tour de Babel si le SCIC n'en avait pas neutralisé les effets négatifs dans les institutions européennes en four-

nissant les bataillons d'interprètes compétents pour les conférences les plus politiques ou les plus techniques. En pratique, elle organise 11.000 réunions par an soit plus de 150.000 journées d'interprétation c'est-à-dire 50 à 60 par jour pour le Conseil des ministres, le CES, le Comité des Régions et la BEI. (Le Parlement européen et la Cour de Justice ont leur organisation propre). Le SCIC utilise environ 800 interprètes par jour dont 550 fonctionnaires et 200 à 300

« free-lance » choisis dans un pool de réserve de 3.000 sélectionnés. Grâce aux compétences des interprètes, elle arrive à couvrir jusqu'à 47 langues, y compris les idiomes des principaux partenaires commerciaux : le chinois, le japonais, l'arabe et le russe.

Dans le désir de sauvegarder la diversité culturelle et pour répondre à des besoins politiques, des langues « co-officielles » qui englobent le basque, le catalan, le galicien, le gallois et peut-être bientôt l'écossais, s'ajoutent désormais aux 23 langues officielles. Mais, attention, elles n'ont pas le même statut que les 23 autres ; les Etats membres qui souhaitent les utiliser doivent payer eux-mêmes le service d'interprétation et le demander avec un préavis de six semaines.

Le nombre grandissant de réunions et les élargissements successifs auraient dû apporter un surcroît de travail impossible à gérer car les interprètes ne sont pas en quantité infinie sur le marché et parce que le coût global aurait pu devenir insupportable pour le budget. Que s'est-il passé ? Depuis 1984, le SCIC ne répond qu'aux besoins réels et non aux besoins exprimés par les services demandeurs, en mettant au point une technique sophistiquée d'examen

individuel de chaque demande d'interprétation. Il interroge les services demandeurs et scrute le déroulement des réunions passées pour détecter les besoins réels et les connaissances linguistiques exactes des participants. Après cet examen minutieux, il prend une décision, qui ne fait pas toujours plaisir aux services demandeurs.

Rappelons qu'il n'y a pas d'interprétation dans les réunions



internes à la Commission (excepté celles du Collège). Les fonctionnaires, grâce à leurs bonnes connaissances linguistiques, se comprennent très bien entre eux, principalement en français et en anglais. La Commission mène une politique ambitieuse de formation dans ce domaine. La connaissance approfondie de la deuxième et de la troisième langue est une exigence respectée lors des recrutements et des promotions.

Le Conseil, qui mobilise la moitié des ressources du SCIC, a droit à un traitement différent. A l'occasion du dernier grand élargissement, comme le Conseil ne voulait pas voir doubler son enveloppe budgétaire, des décisions



drastiques de gestion des interprètes ont été prises. Désormais, seules les réunions de ministres et celles d'une vingtaine de comités importants et bien répertoriés ont droit à l'interprétation en 23 langues. Les réunions du Coreper, constituées de diplomates et de fonctionnaires, sont à la portion congrue. Ils ont droit à trois langues des grands pays. Pour toutes les autres réunions, le Conseil attribue à chaque délégation un budget annuel fixe de 2 mio d'euros pour payer des services qu'elles demandent à la carte. Si cela ne suffit pas, les Etats membres paient le surplus de leur poche ; par contre, s'ils font des économies, ils empochent un tiers du reliquat pour payer les frais de déplacement. Il paraît que cette mesure, légèrement incitative, a entraîné une sérieuse baisse de la demande pour certaines langues !

Pour limiter l'augmentation permanente des cabines d'interprétation et leur emprise sur les salles, le SCIC a examiné, en son temps, la possibilité de retirer les interprètes des salles de conférence et de les faire travailler par vidéo loin des réunions. Ce procédé, qui n'aurait pas permis d'assurer une grande qualité d'interprétation et qui revenait cher, n'a finalement pas été mis en application. Ce sont les architectes qui ont dû résoudre le problème des cabines. Leur solution a été le gigantisme : le nouveau bâtiment LEX du Conseil dispose de quatre énormes salles de conférences dans lesquelles 29 cabines ont été aménagées. On notera qu'elles offrent la possibilité

de traiter six langues officielles supplémentaires. Quelles seront ces langues ?

L'histoire classique du participant à une conférence qui rit dix minutes après les autres quand lui parvient enfin la traduction en cascade d'une blague n'est plus vraie. Il n'y a en principe plus qu'un seul relais entre une langue active et la langue finale, délai : 1,5 seconde, tout le monde peut désormais rire en même temps.

Alors le coût du plus grand service d'interprétation du monde ? D'après le SCIC, son organisation raffinée et son service haut de gamme reviendraient au modeste prix de 26 centimes par an et par citoyen européen, soit 128 millions d'euros en 2008. Est-ce trop pour la reconnaissance de la multiplicité linguistique ?

L'avenir de l'interprétation inquiète surtout pour la langue anglaise. Les interprètes anglais et irlandais recrutés en grand nombre dans les années 70 vont partir à la retraite prochainement. Leur remplacement est problématique car les jeunes anglophones, forts du succès de leur langue, n'apprennent presque plus les langues étrangères tandis que les américains ne les ont jamais apprises. Les européens continentaux sont les seuls pourvoyeurs au monde du marché des linguistes. L'ONU, le SCIC et les entreprises privées sont en concurrence sur ce marché pour trouver des interprètes et c'est difficile. Les dernières campagnes de recrutement n'ont pas apporté la récolte espérée. La vraie réponse à ce problème planétaire est d'assurer une formation de haut niveau et d'inciter les jeunes étudiants à se diriger vers cette formation exigeante. Dans ce but, la DG Interprétation fournit une assistance pédagogique aux universités. Elle a lancé une campagne très active de publicité pour attirer les jeunes vers la carrière d'interprète ; elle utilise les médias, édite des vidéos et passe des clips sur «you-tube». Si vous avez des petits-enfants et que vous craignez pour leur avenir professionnel, dites-leur de cliquer : <http://www.youtube.com/user/DGInterpretation>, une belle carrière européenne les attend peut-être !

Philippe Loir



Réunion de famille à Opio

L'avion vient de vous déposer à l'aéroport de Nice-Côte d'Azur ou le train à la gare de Cannes et vous voilà déjà arrivés, quelques dizaines de minutes plus tard, dans le site enchanteur d'Opio choisi par le club Méditerranée pour l'un de ses plus beaux villages. C'est là que l'AIACE est allée fêter ses quarante années d'existence à l'occasion de ses Assises 2009.

Plus de 400 membres de notre association ont décidé de s'y rendre, attirés par le cadre de la rencontre, les installations du Club Med, les festivités de l'anniversaire et, bien entendu, par la perspective réjouissante d'y retrouver d'autres anciens et de partager avec eux des souvenirs des temps plus ou moins lointains où, les uns et



les autres, ils travaillaient dans les bureaux des institutions européennes. C'est la juxtaposition d'une assemblée générale prévue par les statuts, de la présence de personnalités ou conférenciers et d'un programme de détente et de convivialité qui a toujours fait le succès de nos assises. La réunion d'Opio, du lundi 25 au vendredi 29 mai 2009, n'a pas failli à cette tradition.

Le soleil répandait une chaleur agréable sur le site, la végétation était exubérante et les installations du Club incitaient au farniente. La grande piscine, entourée de bars servant d'excellents cocktails de fruits, constitue le coeur du village : ses dimensions sont telles que les nageurs ne risquent pas la collision. Les enfants qui s'y ébattent font bon ménage avec nos seniors. En contrebas et parmi les oliviers, une autre piscine, dite « zen », est réservée aux adultes : vous n'y entendez que le clapotis des vagues et le léger murmure des conversations car il est très mal vu d'élever la voix, un maître-nageur veille au bon ordre. Beaucoup de nos membres ont découvert cet endroit avec ravissement.

Ces installations séduisantes al-

laient-elles détourner nos anciens de l'assemblée générale qui devait se réunir pendant toute la seconde journée au Centre de convention ? Il semble bien que non car la grande salle du Centre s'est bien remplie pour écouter le rapport d'activité du président international, Gérald Cogget, suivi par les personnalités invitées à s'exprimer. Nicole Fontaine, ancienne présidente du Parlement européen, s'est

livrée à un vibrant plaidoyer en faveur d'un véritable « projet » pour l'Europe, de préférence à l'idée d'une « Europe qui protège », une vision partagée par Bernard Asso, adjoint au maire de Nice, alors que Yves Gazzo, repré-



sentant de la Commission en France, déplorait l'espace excessif occupé par les Etats membres au détriment de la Commission.



Cette dernière était notamment représentée par Dominique Deshayes, Ludovic Promelle et Gail Kent, qui se sont prêtés de bonne grâce aux questions de nos membres, même si ceux-ci n'ont pas toujours reçu les apaisements qu'ils attendaient. C'est la loi du genre. Toutefois l'AIACE a reçu l'assurance que la contribution de la Commission à ses activités serait augmentée, ce qui est une très bonne nouvelle. L'assemblée a adopté sans difficulté le budget de l'association pour 2009. Gérard Grosjean a été nommé secrétaire général en remplacement de Martine Mateo, démissionnaire pour raisons de santé.

Les environs de Nice regorgent de curiosités et de sites pittoresques et la région a toujours attiré les grandes fortunes, les peintres ou les écrivains. Nos affiliés se sont donc inscrits nombreux aux excursions et visites programmées le troisième jour, ils ont arpenté les ruelles de St Paul de Vence et visité la Fondation Maeght, la villa Ephrussi ou la ville de Monte Carlo et en sont parfois revenus épuisés. La soif de connaître de nos anciens est inépuisable, ils bravent sans broncher les années qui passent.

Les festivités proprement dites du quarantième anniversaire se sont déroulées le quatrième jour. Nous avons pu voir le président José Manuel Barroso nous adresser ses félicitations en vidéo-projection et nous avons pu regarder un autre montage audiovisuel sur l'histoire et les activités de notre association réalisé par Monique Théâtre et Jeannine Franchomme-Saut, un moment d'émotion pour tous

ceux qui ont vécu ces moments historiques ou qui y participent encore. « L'aventure extraordinaire » des années 1969-2009 a fait l'objet d'une brochure réalisée avec beaucoup de savoir-faire par le même duo et qui a été distribuée à l'issue de la cérémonie. Ce travail a été apprécié à sa juste valeur par tous les participants.



Personnel et Administration de la Commission, Irène Souka. Tous deux ont prononcé des paroles chaleureuses à l'adresse de notre association, paroles montrant que les principaux responsables de la Commission apprécient ce que nous avons fait au cours de nos années d'activité dans les institutions et sont prêts à nous soutenir dans la défense de nos intérêts. Dans une émouvante allocution

très applaudie, notre ancien président international Rudolf Dumont Du Voitel nous a fait part, avec des accents de grande sincérité, de son engagement en faveur de l'idée européenne.

La journée s'est conclue par le traditionnel dîner de gala au cours duquel



nous avons eu le plaisir d'accueillir le vice-président de la Commission Siim Kallas et le nouveau directeur général

Comme il le fait chaque année, notre conseil d'administration international s'est réuni en marge des assises. Il devait notamment prendre une décision concernant les modalités de la réunion annuelle de l'AIACE :

simple assemblée statutaire ou formule traditionnelle d'une

assemblée entourée d'activités de loisirs et de culture . Il a été décidé de maintenir le principe de cette formule des assises. Il s'agira encore de prendre une décision quant à l'organisation de la réunion de 2010.

Je ne voudrais pas terminer ce rapide aperçu sans exprimer, au nom de la Rédaction de notre magazine, nos plus sincères remerciements au groupe de collègues qui, sous la responsabilité de Jeannine Franchomme-Saut, a organisé la réunion d'Opio. Il s'agit d'un travail considérable s'étendant sur une période d'une année et impliquant un très grand nombre d'initiatives, grandes et petites, dont le détail échappe forcément aux congressistes. Leur satisfaction est, en définitive, le meilleur hommage qui puisse être rendu à ce travail.

Daniel Guggenbühl



Nous reproduisons ci-après les allocutions de plusieurs personnalités devant les membres de l'AIACE réunis à Opio pour y fêter le quarantième anniversaire de leur association à l'occasion des Assises 2009.

La Rédaction remercie les personnalités de la Commission pour la sympathie qu'ils ont manifestée à l'égard de l'Association et se félicite de ces témoignages reflétant la bonne qualité des relations entre la Commission et les anciens.

Message du Président José Manuel Barroso présenté en vidéo-projection à Opio

lors de la cérémonie du quarantième anniversaire de l'AIACE, le 28 mai 2009

Mesdames,
Messieurs,
Chers (ères) Collègues,

Les traditionnelles Assises de l'AIACE représentent cette année une date importante pour votre Association. Il s'agit du 40ème anniversaire de sa création. 40 ans ! Les départs à la retraite en 1969 ont vu notamment le départ de celles et ceux qui ont eu l'honneur - et la chance - de travailler à l'œuvre commune dès 1950 dans le cadre de la création de la CECA, ou plus tard au sein de la CEE, et d'appartenir ainsi à la première administration européenne.

Le brassage d'hommes et de femmes venus d'horizons culturels différents, le travail quotidien en commun, les échanges d'idées mais encore et surtout, l'idéal et la conviction d'une Europe unie insufflés par les pères fondateurs ont fait naître entre ces fonctionnaires des liens inaltérables de camaraderie et d'amitié. Car en entrant au service des Institutions, on devient un serviteur de l'Europe mais surtout, lorsque le moment de la retraite arrive, on reste un serviteur de l'Europe. Les premiers anciens de 1969 l'ont compris et, avec l'appui de l'administration de l'époque, ont désiré cristalliser ce sentiment général par la création d'une Association dotée d'objectifs ambitieux répondant à leurs aspirations.

Ces objectifs définis par les statuts de l'AIACE prouvent à quel point vous désirez non seulement maintenir et développer les relations amicales qui vous unissent mais

également, être tournés vers l'avenir. Vous contribuez à l'étude des problèmes que pose l'intégration européenne et à la sensibilisation de l'opinion publique à ceux-ci en apportant votre collaboration aux Institutions européennes.

Les relations entre l'AIACE et les Institutions en général, mais tout particulièrement la Commission,



ont toujours existé et n'ont eu de cesse de s'amplifier au fil du temps. De manière informelle depuis la naissance de l'Association, elles ont évolué vers un concept plus dynamique et plus responsable en incluant la notion de partenariat entre les deux parties. La signature d'un accord au mois de février 2008 a ainsi permis d'asseoir la volonté ré-

ciproque de mettre en commun les synergies existantes pour la mise en œuvre d'une politique sociale plurielle à l'égard des anciens.

L'AIACE constitue en effet une plateforme privilégiée: elle est dotée d'une importante représentativité et sa structure décentralisée en sections nationales offre autant de points d'appui dans 14 pays de l'Union européenne.

L'AIACE, forte de ses 40 années d'existence, mais surtout de plus de 8.000 membres qui ont toutes et tous été un maillon de la construction européenne, a plus que jamais un rôle important à jouer sur la scène européenne.

Aujourd'hui, près de 60 ans après la déclaration de Robert Schuman, plus de 50 ans après la signature des Traités de Rome, dans un contexte de crise économique sans précédent et d'incertitude quant à son avenir institutionnel, l'Europe a d'importants défis à relever et se doit d'y répondre d'une seule voix. Vous toutes et tous, anciennes et anciens collègues, vous êtes les témoins et les détenteurs de la mémoire de l'Europe. Mais vous êtes également, grâce à l'expérience unique que vous avez vécue, vecteurs de conviction, d'idéal et de foi dans l'avenir.

C'est pourquoi, à l'occasion du 40ème anniversaire de votre Association, je forme le vœu que l'AIACE prendra toute la mesure du rôle important qu'elle a à jouer en utilisant la mémoire collective qui fait sa richesse pour poursuivre notre ambition commune d'une Europe plus que jamais forte et unie.

Allocution du Vice-Président Siim Kallas lors du dîner de gala des Assises de l'AIACE à Opio qu'il a honoré de sa présence, le 28 mai 2009

Monsieur le Président,
Mesdames,
Messieurs,
Chers collègues,

Je voudrais vous remercier chaleureusement pour votre invitation à participer aux traditionnelles Assises de l'AIACE. C'est un plaisir pour moi de me retrouver parmi vous dans ce beau cadre provençal et d'être ainsi associé aux festivités qui se déroulent aujourd'hui à l'occasion du 40ème anniversaire de l'Association.

La Commission est en effet loin d'oublier que la création de l'AIACE trouve son origine au sein-même de l'administration communautaire et que c'est sous l'impulsion de sa hiérarchie que votre Association a vu le jour en 1969. Les liens s'étaient donc tissés tout naturellement entre les actifs et les premiers pensionnés.

Mais au-delà de l'importance du maintien et du développement des relations entre les anciens, l'AIACE a compris, dès le début, qu'elle se devait également de défendre les intérêts de ceux-ci et d'utiliser leur riche expérience professionnelle et personnelle en continuant à contribuer à l'intégration européenne.

40 ans après, votre Association peut être fière du chemin parcouru. Elle s'est rapidement développée grâce à une organisation structurée mais aussi décentralisée – ce qui lui permet d'être proche des anciens là où ils se trouvent – pour devenir aujourd'hui, avec plus de 8.000 membres et 14 sections nationales, un interlocuteur privilégié pour la Commission. Elle représente la moitié de la population des pensionnés et les objectifs définis dans ses statuts sont semblables voire complémentaires des actions de la Commission à l'égard des anciens.

Un pas supplémentaire a été franchi, d'abord en 2002 avec la signature d'un premier accord, puis en 2008 avec l'accord de partenariat que j'ai eu l'honneur de signer avec le président international Ludwig Schubert, qui devrait donner un nouvel élan et créer une nouvelle dynamique pour la mise en œuvre d'actions sociales spécifiques aux anciens.



Je voudrais également profiter de cette occasion pour vous présenter le nouveau directeur général du personnel et de l'administration, Mme Irène Souka, qui a pris ses fonctions le 1er mai dernier et succède ainsi à Claude Chêne, parti à la retraite.

J'espère sincèrement que ces Assises célébrant le 40ème anniversaire de l'AIACE seront couronnées de succès et que votre Association ne cessera de grandir pour être plus vivante que jamais.

Longue vie à l'AIACE !



Allocution de Irène Souka

Directeur général Personnel et Administration de la Commission, venue à Opio quelques semaines seulement après sa prise de fonction

Monsieur le Président,
Mesdames,
Messieurs,
Chers collègues,

Je voudrais également vous remercier pour votre invitation à participer à ce dîner de clôture de vos Assises internationales. C'est en effet pour moi une manière très agréable de rencontrer pour la première fois votre Association dans ce contexte festif de 40ème anniversaire et ce, quelques jours après ma prise de fonctions à la tête de la DG ADMIN le 1er mai dernier.

Je sais que les relations entre la Commission et l'AIACE sont ce que l'on peut appeler «une vieille histoire» et que, dès la création de l'Association, l'Administration de la Commission a toujours eu à cœur de soutenir son action. Je ne puis que constater avec satisfaction l'évolution de ces relations au fil du temps et cette collaboration qui a été instaurée aujourd'hui de manière plus formelle. Je suis heureuse aussi d'arriver à ce moment important de l'évolution des relations avec les anciens qui ouvre pour nous de belles perspectives de travail en commun.

Les actions sociales spécifiques à l'égard des anciens constituent un volet important de l'ensemble de la politique sociale mise en œuvre par la Commission. Le respect de leurs droits est également primordial. Je ne puis donc que me réjouir d'avoir, dans ces domaines, l'interlocuteur et le partenaire de choix qu'est votre Association. J'espère que cette belle soirée me permettra de mieux vous connaître et j'augure déjà de la poursuite de nos



relations qui seront – j'en suis sûre – basées sur le dialogue et la confiance mutuelle.

Merci.



Intervention de Rudolf Dumont du Voitel ancien président de l'AIACE, lors du dîner de gala Assises internationales de l'AIACE - 28 mai - Opio 2009

Cher président, mes chers amis,

C'est pour moi une grande joie de pouvoir assister, ici en France, pays d'origine de ma famille, au 40ème anniversaire de notre Association des Anciens des Communautés européennes. Cette association que j'ai eu l'honneur de présider pendant 3 ans au niveau international et 16 ans au niveau de la section Allemagne.

La création de l'association des «Anciens» a permis de proposer un lieu qui puisse recevoir ce qui a présidé tout au long de notre vie: la richesse d'amitié entre les collègues qui ont travaillé avec passion dans le but de la création et du développement d'une Europe unie, libre et pacifique!

Nous avons reconnu que ce travail n'était pas facile ni sans conséquences. Notre engagement pour la réalisation de l'idée d'une Europe unie nous a cependant donné satisfaction et espoir, après une histoire de guerres, ou encore de frontières qui avaient séparé les peuples d'Europe, frontières qui n'avaient pas encore figurés comme éléments de liaison, comme c'est le cas aujourd'hui !

Entre-temps, notre Europe a évolué pour représenter une région importante dans le monde, partenaire des pays voisins tant à l'Est qu'à l'Ouest. De plus, l'Europe est devenue une protection efficace et adéquate face aux provocations globales !

Et nous, mes amis les «Anciens», avons eu la chance d'être parmi les architectes de cette œuvre historique ! Ici à Opio, pendant les quatre jours du congrès, nous avons pu constater que nous sommes devenus une famille !



Meine Freunde,

Wir dürfen dem Schicksal dankbar sein, dass wir seit Beginn an diesem Jahrhundertwerk des Friedens haben mitwirken dürfen. An dem Aufbau einer «Weltregion Europa», die als Partner und Wettbewerber der Länder in Ost und West zu der Überwindung der bestehenden Spannungen und Gegensätze beitragen kann!

Dabei war die Zusammenarbeit mit unseren Kollegen der europäischen Nachbarländer eine wertvolle Erfahrung! Sie hat uns Türen des Verständnisses geöffnet zur Vielfalt der europäischen Mentalität. Unsere größere Heimat Europa ist dadurch zu dem stärkenden und schützenden Mantel geworden, unter dem unsere Länder und Völker bei aller Vielfalt eine gemeinsame und unverwechselbare Identität entwickeln können.

In diesem Sinne besitzt auch die deutsch-französische Freundschaft ihre besondere Bedeutung. Der einstige so unheilvolle Begriff der «Erbfeindschaft» wurde von weit-sichtigen Politikern wie de Gaulle, Monnet, Schuman und Adenauer

aus den Köpfen unserer beiden Völker entfernt. Unsere Assoziation aber kann und muss, als Hüter eines friedlichen, aber wertbewusstesten Europa, auch weiter daran mitwirken, diese Entwicklung im Geiste der Freundschaft weiter zu vertiefen. Denn dieses Europa ist unsere Zukunft und die unserer Kinder!

Es liegt mir am Herzen – als ihr ehemaliger Präsident – die Freunde und Kollegen aller Sektionen unserer Vereinigung zu grüssen. Die Arbeit für Europa hat mein Leben entscheidend geprägt. Und die Ernte war Dankbarkeit und Freundschaft! Das hat mir immer wieder bis heute neue Kraft und Mut gegeben. Und es hat auch die unvermeidbaren Schwierigkeiten aufgewogen, die jede derartige Tätigkeit mit sich bringt.

Je remercie notre cher Président de m'avoir invité au 40ème anniversaire de l'Association des «Anciens» à Opio et je remercie également son équipe pour le gentil accueil. J'exprime de tout mon cœur mes souhaits pour un heureux avenir à notre association ! Vive l'Europe !

Les travaux du Conseil d'administration international

Le Conseil d'administration de notre Association s'est réuni les 26 et 27 mars 2009 dans une atmosphère confortable et chaleureuse due à l'accueil du Comité économique et social qui a démontré une nouvelle fois tout son savoir faire dans ce genre d'évènement.

Une autre bonne nouvelle : la présence d'une nouvelle section, la Finlande (déjà !), 14ème à ce jour et représentée par son président, Heikki Salmi ainsi que Mauritz Enqvist, vice-président. Bienvenue aux "nouveaux" !

Les principaux points abordés lors de ces deux jours ont traité :

- ♦ de l'élargissement de l'accord Commission-AIACE aux autres Institutions (voir l'éditorial du VOX 82). Cette importante question fera l'objet d'un suivi informatif dans le VOX d'automne ;

- ♦ des Finances de l'Association. Une nouvelle présentation du budget de l'AIACE, davantage en phase avec la procédure budgétaire de la Commission et qui met l'accent sur la ventilation des crédits sociaux octroyés par la Commission a été explicitée. A noter que cette présentation plus transparente a été approuvée par l'ADMIN.C.1 et le modèle devrait être appliqué peu à peu par toutes les sections nationales ;

- ♦ des divers comités et groupes de travail (voir VOX 82), qui poursuivent leurs travaux, selon leur état d'avancement et leur niveau de constitution. Les groupes « Finances et Budget », « Statuts » et « Trade Union Relationship » ont été à même de présenter leurs propositions de mandat.

La réunion du second jour, élargie aux repré-



sentants du PMO et de l'ADMIN, s'est concentrée sur :

- ♦ le transfert de la gestion des remboursements de frais de maladie, pour les intéressés, de Luxembourg vers Ispra. Suite à l'inquiétude des membres concernés, le PMO a tenu à préciser qu'une

lettre sera adressée à chaque personne pour l'informer et lui donner tous les détails nécessaires, y compris les coordonnées précises (adresse et téléphone) du Bureau liquidateur d'Ispra ;

- ♦ la diffusion de l'actuelle carte d'affiliation au Régime Commun Assurance Maladie, non encore généralisée à l'ensemble des affiliés, n'en est qu'à un stade préliminaire. Le dispositif final se composera d'une carte couvrant l'affilié et tous ses

ayant droits, avec pour support un site Internet permettant à tout centre médical de vérifier l'authenticité et la validité de la carte ;

- ♦ la médecine préventive. Un nouvel appel d'offres qui vise à agréer des établissements répondant à des critères très précis concerne maintenant la Suède, la Finlande et l'Autriche. Sa parution au Journal Officiel est prévue en septembre/octobre 2009.

Toujours utile à savoir : le Statut des



fonctionnaires (version papier) est envoyé à tous les pensionnés qui en font la demande (ADMIN.C.1 - Dominique Dedeken : 02.299.31.90 - dominique.dedeken@ec.europa.eu).

Martine Mateo



L'avenir de nos pensions

Le double parallélisme dans l'évolution de nos pensions et des rémunérations (au coefficient correcteur 100)

L'évolution de nos pensions suit l'évolution de la grille des rémunérations du personnel actif. Ce parallélisme a été appliqué depuis l'entrée en vigueur de notre Statut au 1er janvier 1962. Lors de la révision du Statut au 1er mai 2004, il a été rendu explicite dans l'article 82 §2 du Statut et dans l'article 3 §1 de l'annexe XI du Statut.

Cette annexe XI du Statut («La Méthode d'adaptation des rémunérations et pensions») organise l'évolution parallèle du pouvoir d'achat des rémunérations et pensions communautaires avec l'évolution du pouvoir d'achat dans les fonctions publiques nationales. Ce parallélisme nous permet de participer à la progression du pouvoir d'achat dans les fonctions publiques nationales, mais il nous rend solidaires aussi si l'évolution économique conduit, au plan des pays membres, à une baisse du pouvoir d'achat (ou même des rémunérations nominales). La dernière adaptation de 3% au 01.07.2008 p.ex. résulte d'une variation du pouvoir d'achat de -1.3% dans les fonctions publiques nationales (échantillon de 8 pays membres représentant plus de 75% du PIB de l'UE) et d'une hausse du coût de la vie à Bruxelles (indice international) de 4.4% (en indices: $0,987 \times 1,044 = 1,030428$, ce qui correspond à une variation de 3%).

Les effets de la crise économique actuelle et les perspectives d'évolution de nos pensions

Il est difficile de faire des prévisions sur la profondeur et la durée de la présente crise économique et de ses effets sur l'évolution de nos pensions. **Pour 2009** se dessine un très faible taux d'inflation (qui pourrait même être négatif) et une faible variation (peut-être positive) du pouvoir d'achat. Une telle évolution ne mettrait pas en cause le mécanisme existant

pour l'ajustement de nos pensions.

Dans une perspective à moyen terme, il est toutefois concevable que la profondeur de la crise amène le Conseil à vouloir modifier le cadre existant pour l'ajustement annuel de nos pensions. Nous avons toutefois de bons arguments de notre côté:

une modification de la Méthode d'adaptation des rémunérations et pensions (annexe XI du Statut) avant l'échéance du 31.12.2012 nécessite une proposition de la Commission et une majorité qualifiée du Conseil. Or, la Commission a présenté au Conseil et au Parlement, en date du 10 juillet 2008, le rapport à mi-parcours sur l'application de la Méthode. Ce rapport conclut que la Méthode a réalisé ses objectifs et qu'aucune modification du Statut n'est nécessaire. Le Conseil n'a pas contredit cette conclusion!

l'annexe XI du Statut qui expire le 31 décembre 2012.

Avant cette date, la «Méthode d'adaptation des rémunérations et pensions» doit être renégociée. Ce sera une tâche extrêmement difficile où les Anciens doivent soutenir pleinement les représentants du personnel actif. Mais un certain nombre d'éléments peuvent plaider pour un optimisme raisonnable:

- ◆ avec l'annexe XI du Statut disparaît, également au 31.12.2012, le «prélèvement spécial» de l'article 66bis du Statut qui affecte les rémunérations du personnel actif. Les rémunérations des actifs vont augmenter automatiquement et le Conseil sera intéressé de négocier une nouvelle Méthode avec l'espoir de pouvoir réintroduire un «prélèvement spécial» ;
- ◆ la première Méthode décidée par



le Conseil en 1972 a été renouvelée en 1976, 1981 et 1991 après de graves conflits sociaux. Mais, en 2001, le Conseil a prolongé la Méthode de 1991 jusqu'en 2004 et en 2004, il a introduit l'annexe XI du Statut avec la Méthode actuellement en vigueur. Il paraît que lors de ces deux dernières décisions, le Conseil avait compris lui-même que la Méthode était un élément de rationalité et de paix sociale. Nous devons espérer qu'il maintienne cette compréhension !

Quoi qu'il en soit, la renégociation de la Méthode en 2012 sera fortement influencée par la situation économique et sociale de cette année et l'issue reste incertaine.

Des risques pour le régime de pension ?

Si la crise financière et économique actuelle se prolonge, beaucoup de nos collègues craignent que le Conseil puisse s'attaquer au fondement même de notre régime de pensions. Une telle attaque ne peut évidemment pas être exclue. Mais il convient aussi de mettre en évidence les arguments extrêmement valables que nous (et la Commission) pouvons avancer dans le cas d'une telle attaque. Ils peuvent être regroupés sur trois plans.

Notre régime de pensions est en équilibre.

L'annexe XII de notre Statut décrit la manière dont l'équilibre actuariel de notre régime de pensions doit être

établi. Conformément à l'article 14§3 de cette annexe, la Commission, fin 2008, a adressé au Conseil un rapport sur l'annexe XII du Statut. Ce rapport arrive à la conclusion que notre régime de pensions est en équilibre et qu'aucune modification du Statut n'est nécessaire. Le Conseil n'a pas contredit cette conclusion, mais il a réitéré sa demande que la Commission lui présente en été 2009 un rapport sur les implications budgétaires de notre régime de pensions. Le Commission va certainement établir ce rapport, mais elle va mettre en évidence, sans aucun doute, que les dépenses d'un régime de pensions en équilibre actuariel ont déjà été payées par les contributions des intéressés et par la contribution patronale «virtuelle» que notre système implique. Elle va sûrement rappeler aussi que les dépenses de notre régime de pensions sont des dépenses obligatoires du budget qui bénéficient d'une garantie particulière des Etats membres (même au-delà de l'existence de l'Union – cf. article 83§1 du Statut).

L'équilibre actuariel de notre régime de pensions peut-il être maintenu à l'avenir?

Notre Statut stipule que l'équilibre actuariel de notre régime de pensions doit être maintenu par l'ajustement de deux variables exclusivement: le taux de contribution et la modification éventuelle de l'âge de la retraite (article 83bis §3). Il est important de noter qu'une diminution des prestations du régime n'est pas prévue par le Statut comme variable d'ajustement. La dernière adaptation du taux de contribution de 10,25 à 10,9% des traitements de base des actifs à partir du 01.07.2008 a été rendue nécessaire essentiellement suite à une baisse de l'évolution tendancielle des taux d'intérêt et à une augmentation de l'espérance de vie (cf. le rapport de Eurostat du 1er septembre 2008). Dans la mesure où l'espérance de vie continue à augmenter, le recours à la deuxième variable d'ajustement, la modification de l'âge de la retraite, devient plus probable. Il est à noter qu'il s'agit là d'une variable extrêmement puissante pour rétablir l'équilibre actuariel du régime. Ces considérations mettent en évidence que l'équilibre actuariel de notre régime peut être assuré à terme.

Une modification fondamentale de notre régime de pensions ?

Les dispositions techniques de l'annexe XII du Statut concernant l'équilibre actuariel de notre régime de pensions sont valables jusqu'au 30 juin 2013. Un réexamen va donc avoir lieu avant cette date. Mais ce réexamen ne concerne pas les dispositions fondamentales des articles 83 et 83bis du Statut (garantie budgétaire inconditionnelle des prestations, contribution des fonctionnaires actifs pour un tiers au financement du régime et nécessité d'assurer l'équilibre actuariel du régime par le recours exclusif aux deux variables d'ajustement, à savoir le taux de contribution et éventuellement l'âge de la retraite). Théoriquement, il est certes possible de modifier aussi ces articles du Statut, soit à l'unanimité du Conseil, soit à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

(Une modification très profonde devrait tenir compte aussi de l'article 15 du Protocole n°36 sur les privilèges et immunités des Communautés européennes de 1965). Mais dans ces cas, les droits acquis doivent être préservés. De l'autre côté, un changement fondamental du régime paraît peu probable.

En effet, il ne paraît pas concevable d'introduire un régime de répartition dans lequel annuellement la contribution des actifs doit assurer le financement des prestations du régime. Dans notre cas, ce n'est pas seulement l'évolution démographique (comme au plan national), mais aussi l'évolution des effectifs et du nombre des pensionnés qui affecteraient l'équilibre du système de manière intolérable.

Par ailleurs, un régime de capitalisation avec placement des avoirs sur les marchés financiers paraît théoriquement concevable. Mais dans ce cas, la contribution patronale devrait effectivement être payée dans un fonds de pensions. Pour éviter cette obligation, l'autorité budgétaire avait écarté cette solution au moment de l'élaboration de notre Statut en 1961 ! En outre, les régimes de capitalisation avec placement des avoirs aux marchés des capitaux ont été fondamentalement discrédités par la crise financière actuelle, ce qui ne fait que confirmer de manière dramatique certaines expériences antérieures (1929 etc.).

Dans ces conditions, notre régime de pensions existant semble être le plus approprié pour notre cas. Il est construit comme un système de capitalisation, mais le taux d'intérêt à utiliser pour le calcul de l'équilibre actuariel est celui de la dette publique et non pas une promesse de rendement attractive (mais pas sûre) d'une institution financière privée. Au fond, notre système correspond à un système de capitalisation où les avoirs sont placés virtuellement dans les titres de la dette publique des Etats membres. Le rendement plus faible et la contribution plus élevée qui en résultent sont contrebalancés par la garantie budgétaire de la Communauté et des Etats membres. La dissociation de la fluctuation des marchés financiers pourrait encore être améliorée si, lors de la révision de l'annexe XII en 2013, la tendance des taux d'intérêt était calculée sur une plus longue période (p.ex. 35 ans au lieu de 12 ans).

Conclusion

Nous ne pouvons pas nier que notre régime des pensions risque d'être l'objet d'attaques violentes à l'avenir. Mais les considérations précédentes montrent que nous, les anciens, les actifs, mais aussi la Commission, avons de bons arguments pour défendre le système statutaire existant.

Ludwig Schubert

Cette analyse, présentée à l'Assemblée générale de l'AIACE le 26 mai 2009, a suscité un grand intérêt parmi les participants.

BUREAU INTERNATIONAL

Martine Mateo qui a assuré depuis mai 2008 la fonction de Secrétaire générale, a dû pour raisons personnelles, se résoudre à mettre fin à celle-ci.

Le Bureau et l'ensemble des membres du conseil d'administration ont, lors de leur réunion du 29 mai 2009 dans le cadre des Assises, tenu à la remercier pour le travail accompli.

Gérard Grosjean, ancien Directeur du Secrétariat Général du Conseil, a accepté de prendre la relève. Nous lui souhaitons la bienvenue.

STATUT

Nous rappelons que des exemplaires du Statut des fonctionnaires des Communautés européennes en langues allemande, anglaise et française sont disponibles sur simple demande au secrétariat international.

Les autres langues sont disponibles sur IntraComm.

Appel à bénévoles

L'AIACE est toujours à la recherche de nouvelles forces bénévoles pour venir renforcer les équipes et groupes de travail. Si vous êtes tentés de nous rejoindre, n'hésitez pas à contacter le secrétariat international pour en discuter.

AIACE is always looking for new volunteers to reinforce our teams. Should you be tempted to join us, don't hesitate to contact the international secretariat to talk about it.

Aide juridique pour les membres

Le Bureau international de l'AIACE a conclu un accord avec trois avocats bruxellois spécialisés en matière statutaire.

Ces avocats se sont engagés à fournir une première consultation contre paiement d'un honoraire de 150 EUR.

Groupe Assurances

Il est rappelé que le Groupe de travail Assurances peut aider ou conseiller les Anciens qui ont un différend sérieux avec le courtier chargé de la gestion des dossiers dans le cadre des deux polices d'assurance-groupe souscrites par l'AIACE en faveur des anciens fonctionnaires et de leur conjoint :

d'une part, l'assurance accident qui couvre les frais médicaux et une éventuelle invalidité permanente partielle résultant d'un accident (IPP) et, d'autre part, l'assurance maladie complémentaire « gros risques », couvrant les frais d'hospitalisation.

Membres du groupe

Anthony CASTON, président :

Courriel : anthony.caston@skynet.be

Gerhard van den BERGE :

Courriel : bergevdg@tiscali.nl

Regina THILL :

Courriel : thillreg@pt.lu

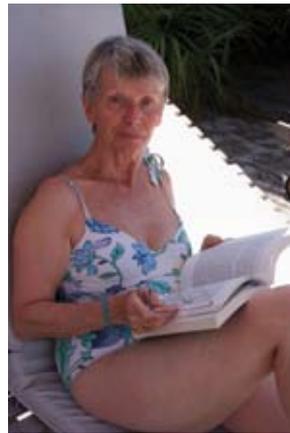
FAITES-VOUS MEMBRE DE L'AIACE

EN REMPLISSANT LE BULLETIN D'ADHÉSION

JOINT À CE NUMÉRO !









La brochure « 40 ans, une aventure extraordinaire » et une copie du DVD du 40ème anniversaire (légère contribution financière à définir pour le DVD) pourront être obtenues sur simple demande auprès des sections nationales.

Ces documents seront à découvrir sur le site web, de même que les photographies « Assises » de Jean-Claude Lesuisse.

Les adieux de Claude Chêne au personnel

Claude Chêne, Directeur général du Personnel et de l'Administration, a quitté ses fonctions le 30 avril 2009 et a fait ses adieux au personnel de la Commission.

Chères et chers collègues,

Il est temps pour moi, après 33 années passées à la Commission, de vous dire au revoir.

Avant de partir, je voudrais encore partager avec vous quelques réflexions comme je vous l'avais promis dans mon message du 11 avril 2008.

Le risque de ce genre de message est évidemment de vous ennuyer avec des platitudes quant au rôle exceptionnel de la Commission dans l'histoire, quant à la richesse des échanges dans un milieu multiculturel ou quant aux missions intéressantes que j'ai eu la chance de remplir depuis 1976. Je serai donc bref et m'en tiendrai à quelques traits saillants.

La Commission joue un rôle déterminant dans une Europe qui vient de connaître un demi-siècle de paix et de prospérité.

Travailler pour la Commission aura été pour moi l'occasion de participer à des développements ayant eu un impact à la fois pour les citoyens – je pense en particulier à la libéralisation du transport aérien – et pour la fonction publique européenne à travers la préparation de la réforme du statut et mes fonctions de directeur général du personnel et de l'administration.

Le lien entre ces deux exemples de missions est clair à mes yeux. Le développement de politiques ambitieuses pour l'Europe passe par une fonction publique de qualité capable d'initiative et de créativité pour laquelle la DG ADMIN est responsable. La pluralité de cultures présentes en son sein, la qualité de son recrutement et son accessibilité pour tous – dont le concours constitue le meilleur gage – sont les ingrédients d'un succès qui, je l'espère, sera encore au rendez-vous

dans les années à venir.

Bien entendu, la mission de la Commission a évolué ces dernières années et ne saurait se limiter à celui de laboratoire d'initiatives politiques. La Commission est devenue, pour une large part, une grande administration de gestion avec son cortège de règles et les enjeux qui en découlent en termes de rationalisation des processus.



La mission de la DG ADMIN au cours de ces dernières années a suivi cette évolution. Il aura fallu à la fois assurer le recrutement de spécialistes hautement qualifiés capables de générer des impulsions politiques tout en satisfaisant les besoins de l'institution en personnel – toujours plus nombreux – chargé de gérer les multiples processus qui relèvent de sa responsabilité. Il aura fallu concilier les besoins parfois taillés « sur mesure » de telle ou telle entité de la Commission avec ce que j'appelle la « production » à l'aune de laquelle nous sommes mesurés au quotidien.

J'aurai essayé, avec votre aide, de garder le cap d'une fonction publique de qualité dans un contexte de croissance continue des effectifs et de la part consacrée à la gestion. La route est encore longue pour transformer

la prise de conscience des enjeux que j'espère avoir provoquée en un dispositif complet aux plans organisationnels et règlementaires.

J'estime cependant que l'heure est venue pour moi de me consacrer à d'autres activités et n'aurai donc plus l'occasion de façonner une politique du personnel qui réponde encore mieux aux besoins de l'institution.

Cette tâche a été confiée par la Commission à Irène Souka qui est nommée directeur général du personnel et de l'administration à compter du 1er mai 2009.

Je me félicite sincèrement de ce choix qui récompense l'engagement et la compétence d'une collègue pour qui, non seulement j'ai de l'estime, mais aussi de l'amitié.

La Commission ne s'est pas arrêtée à ce choix judicieux et a décidé, avec une date d'effet au 16 mai, de transférer Daniel Jacob vers le poste de directeur général adjoint. Le retour de Daniel à la direction générale du personnel et de l'administration constitue une autre excellente nouvelle.

Je pars l'esprit tranquille en sachant que « la maison est en de bonnes mains ». Un mot pour tous ceux, trop nombreux, avec qui je n'ai pas eu le plaisir de travailler directement ou que je n'ai rencontré qu'au hasard d'une visite chez un collègue ou... à la cafetaria. Croyez bien que j'ai toujours été conscient du rôle important que vous jouiez; sans vous rien ne peut devenir réalité.

Au-delà des grades et des fonctions, je vous suis extrêmement reconnaissant pour votre engagement à mes côtés au cours de ces (presque) 5 années.

Claude Chêne

Le partenariat : une plus-value pour les actions sociales

L'accord de partenariat signé entre la Commission et l'AIACE en février 2008 prévoit notamment l'établissement, chaque année, d'un programme commun d'actions sociales. C'est dans ce contexte que les représentants du Bureau international de l'AIACE et les services sociaux de la Commission se sont réunis le 25 mars 2009.

Gail Kent, chef de l'unité Politique sociale, a tout d'abord présenté le nouveau programme de séminaire de préparation à la retraite qui s'étend à présent sur trois jours – au lieu de deux précédemment. Outre les interventions relatives aux pensions, à l'assurance-maladie, aux services sociaux, à l'AIACE et à VanBreda pour les assurances complémentaires, de nouveaux thèmes sont à présent abordés : la santé et la diététique, les questions de taxation et de succession, les droits financiers et les nouvelles technologies. Une journée reste consacrée aux aspects psychologiques liés à la retraite. Ce séminaire «nouvelle formule» a débuté au mois de mai 2009.



L'utilisation de l'expérience des anciens est une question récurrente qui intéresse pas mal de nos anciens collègues mais il y a lieu de considérer avec attention les aspects administratifs et techniques inhérents à cette démarche. Dans ce domaine, la DG des Relations extérieures constitue un excellent exemple car elle fait appel très régulièrement à des anciens compétents dans ce domaine pour des missions spécifiques. Un groupe – « ex-RELEX » – s'est d'ailleurs constitué depuis lors au sein de l'AIACE. Contact sera pris avec eux pour s'inspirer de cette expérience constructive.

Le problème de l'information des pensionnés est également une question importante qui revêt un caractère particulier dans le contexte actuel de l'informatisation généralisée et des nouvelles technologies. Le nombre de

pensionnés n'utilisant pas d'ordinateur est encore très élevé et l'information «papier» reste donc toujours LE moyen de communication privilégié. D'autre part, les anciens qui retournent dans leur pays d'origine ou qui décident d'aller s'établir dans un autre lieu rencontrent souvent des problèmes liés à la législation nationale, à l'accès aux services régionaux ou communaux, qu'ils ne connaissent pas ou peu. Il s'est donc avéré nécessaire d'établir une sorte de «vade-mecum» spécifique aux anciens qui comprendrait, d'une part, la législation et les réglementations communautaires concernant directement les pensionnés et, d'autre part, une partie spécifique au pays de résidence. Il s'agit là d'un travail de longue haleine dont le résultat n'est certes pas attendu pour cette année.

D'autre part, pour améliorer l'information des conjoints survivants au moment du décès d'un pensionné, les assistants sociaux leur envoient de manière systématique une lettre attirant leur attention sur la disponibilité des services sociaux et sur l'existence de l'AIACE.

L'année dernière, l'unité Politique sociale a envoyé 34 lettres d'anniversaire aux pensionnés âgés de 90, 95 et 100 ans. Cette année, la même opération est renouvelée auprès de 55 anciens dont un centenaire résidant en Italie qui a reçu au mois de mai une lettre de félicitations signée par le président Barroso en personne ! Il s'agit là d'une action très appréciée qui a suscité de nombreuses réactions

très émues de la part de certaines personnes concernées.

L'action lancée en 2008 auprès des pensionnés en difficulté arrive à son terme et les 271 personnes qui se sont manifestées ont été contactées par les bénévoles des différentes sections nationales de l'AIACE. Les cas relevant de la compétence professionnelle des assistants sociaux leur ont été transmis. La question de la formation des bénévoles est également à prendre en considération et est d'autant plus importante depuis la signature de l'accord de partenariat pour la mise en œuvre d'actions sociales spécifiques. L'Administration de la Commission envisage donc, à partir de 2010, d'organiser des journées de formation – et d'information – à l'intention des bénévoles de l'AIACE. Un projet-pilote a eu lieu dans ce contexte lors des dernières Assises à Opio : le 29 mai, le groupe SENECA (groupe d'entraide de la section France en région PACA) a organisé un atelier de formation aux actions sociales à l'intention de ses bénévoles.

Enfin, l'accord Commission/AIACE prévoit également l'octroi d'une aide financière par la Commission pour la mise en œuvre d'actions sociales entreprises par les sections nationales elles-mêmes dans un cadre précis. Ces actions sont destinées à tous les pensionnés, membres ou non de l'AIACE. Or, conformément à la réglementation sur la protection des données personnelles, l'AIACE ne peut disposer des adresses des pensionnés que moyennant l'accord préalable de ceux-ci. Il a donc été décidé qu'une lettre serait envoyée par l'AIACE à tous les pensionnés leur demandant leur autorisation à la transmission de ces données.

La réunion a été très positive et a clairement démontré la plus-value et l'ouverture que confère aux actions sociales le partenariat entre la Commission et l'AIACE.

Monique Théâtre

Allemanne

NEUES AUS DER DEUTSCHEN SEKTION

Anlässlich meiner Wahl zum Präsidenten der deutschen Sektion habe ich - um meine Pflichten zu kennen - auch ihre Satzung durchgelesen, die ich zwar wie jedes Mitglied beim Beitritt erhalten, aber - wie vermutlich die meisten - vorher nur flüchtig gelesen habe. Der Text der Satzung wirkt bürokratisch und bedarf der Interpretation, besonders Artikel 2, der die Aufgaben und Ziele der Vereinigung festlegt. Der erste Abschnitt spricht von europäischer Integration. Für mein Verständnis interpretiere ich ihn so: 'Unsere spezifische Lebenserfahrung macht es zu unserer natürlichen Aufgabe, die europäische Integration zu fördern'. Wie wir das tun sollen, das ist eigentlich unserer Phantasie überlassen. Der Gedanke,

einen Schülerwettbewerb auszuschreiben, erschien mir spontan sehr reizvoll, wenn auch nicht unbedingt originell, da es ja so etwas schon auf verschiedenen Ebenen in Deutschland und Europa gibt. Der Vorstand folgte trotzdem diesem Vorschlag. So wurde für unsere Jahrestagung in Dresden zusammen mit der Sächsischen Bildungsagentur, die im Auftrag des Kultusministeriums handelt, für Dresdener Schüler ein solcher Wettbewerb ausgearbeitet. Im Bild sehen Sie die erste Seite des Faltblatts, welches von uns den ausgewählten Schulen für ihre 10. und 11. Klassen zusammen mit einem offiziellen Schreiben der Bildungsagentur zugesandt wurde. Das ganze Faltblatt mit den Themen finden Sie im Deutschen Sektionskurier No.2 (Juni 2009) mit weiteren Einzelheiten für die Jahrestagung in Dresden. Wenn Sie interessiert sind, fordern Sie bei der unten angegebenen Adresse unsere letzten Mitteilungen an. Die Preisverleihung wird im Rahmen unserer Festveranstaltung im Dresdener Rathaus erfolgen. Ich bin sehr neugierig, was bei dem Wettbewerb herauskommen wird. Ich hoffe natürlich, dass es ein Erfolg wird. Wenn es denn einer wird, dann sollten wir darüber nachdenken, wie wir das



weiterführen können.

Ein weiteres Thema rückt für uns mehr und mehr in den Vordergrund, der Beistand für unsere hilfsbedürftigen Ehemaligen bzw. ihre Hinterbliebenen. Die Verwaltung hatte uns im Rahmen der vorjährigen Vereinbarung mit der Kommission eine Liste von hilfsbedürftigen Ehemaligen übermittelt - in der überwiegenden Mehrheit Nicht-Mitglieder -, die wir in den letzten Monaten 'abgearbeitet' und über die wir der Verwaltung berichtet haben. Zunächst muß festgestellt werden, dass diese von außen an uns her-

angetragen bei weitem nicht unsere einzigen Fälle mit größeren oder kleineren Problemen sind. Wir erhalten auch zahlreiche Sektions-interne Anfragen für eine Hilfestellung und betrachten es als unsere selbstverständliche Solidaritätspflicht, nach bestem Wissen und Gewissen darauf zu antworten und Hilfe zu leisten. Die bisher im wesentlichen als 'Helpdesk'-Funktion zu charakterisierende Tätigkeit wird im Prinzip von allen jetzigen, aber auch

von ehemaligen Vorstandsmitgliedern ausgeübt, da aus praktischen und finanziellen Gründen ein zentrales Büro nicht zu verwirklichen ist. Wir bieten unsere Dienste natürlich weiterhin an, gerne auch den Nicht-Mitgliedern, deren Namen uns von den Kommissionsdiensten mitgeteilt werden. Deswegen soll in diesem Jahr unsere Hilfstätigkeit im Rahmen der kürzlich getroffenen Vereinbarung zwischen AIACE und der Kommission wie folgt gefestigt und erweitert werden:

Um das eventuelle Hemmnis von Kosten für die Hilfesuchenden zu beseitigen, soll die 'Helpdesk'-Funktion mit einem Rückrufangebot auch an die Mitglieder verbunden werden, da bei weitem nicht alle



*Paulskirche in Frankfurt/Main
27.3. 2009: Feierstunde 160
Jahre erste demokratische
Verfassung in Deutschland und
60 Jahre Grundgesetz für die
Bundesrepublik
Deutschland*

Ehemaligen - insbesondere nicht deren Hinterbliebene - auf reichliche Versorgungsansprüche zurückgreifen können, und insbesondere sich auch diese aus guten Gründen an uns wenden.

Hausbesuche und eine eher kontinuierliche Hilfestellung scheinen in vielen Fällen die einzige wirksame Hilfe bringen zu können. Deswegen wird im Deutschen Sektionskurier No.2, Juni 2009, ein Aufruf an die

Mitglieder gerichtet, sich als „Freiwillige Helfer“ regional an unseren Aktionen zu beteiligen. Wir hoffen, dadurch zumindest in einigen, etwas dichter von Ehemaligen besiedelten Regionen mehr oder weniger selbständig agierende Gruppen bilden zu können. Vorbild könnte das Projekt 'Seneca' in der französischen Sektion sein. Wenn Sie noch kein Mitglied der deutschen Sektion sind, sich aber in der Lage und noch 'fit' genug fühlen, und auch überlegen, eventuell mitmachen zu wollen, dann schreiben Sie mir bitte. Ich werde Ihnen dann - natürlich unverbindlich - die oben erwähnte Mitteilung zusenden, sodass Sie die Einzelheiten erst einmal nachlesen können.

Wir wenden uns gleichermaßen an die deutschen Ehemaligen, die jetzt schon oder vielleicht auch erst in Zukunft der Hilfe bedürfen, die aber nicht Mitglieder in der deutschen Sektion sind. Benutzen Sie die hier gebotenen Kontaktmöglichkeiten. Wir werden uns bemühen, mit Ihnen in Kontakt zu bleiben und Ihnen zu helfen oder Hilfe zu vermitteln, wenn es nötig sein wird

WALTER EIFLER

Kontakt-Adresse:
Walter Eifler, Höllbergstraße 6, 60431 Frankfurt/Main,
Tel. 0049.(0)69.53054034
e-mail : walter.eifler@t-online.de

Belgique

L'événement principal du premier trimestre a été la tenue de l'Assemblée Générale du 27 mars. Près de 300 membres et quelques invités y ont participé, ce qui représente un gage de la vitalité de notre section. Le rapport d'activité qui y a été présenté est disponible sur notre site web. Les comptes de l'exercice 2008 ont été approuvés et les représentants du PMO et de l'Admin, après des exposés introductifs, ont bien voulu répondre aux questions de l'audience. Le tout s'est terminé par un verre de l'amitié où l'ambiance fut très bonne.

S'agissant des activités classiques, les affaires suivent leur cours. Le nouveau programme des voyages-loisirs pour le deuxième semestre 2009 a été publié et fait déjà l'objet d'un grand intérêt. Les bénévoles sociaux s'occupent de la centaine de personnes en difficulté identifiées en Belgique. Le dernier numéro de l'Ecrin (n°46) vient de sortir de presse. On s'intéresse par ailleurs à relancer le



dossier « maisons de repos-seniorités » au travers de contacts avec des sociétés privées qui gèrent des projets assez novateurs. Notre seule ambition est de gérer l'information disponible et de la mettre à la disposition de nos membres qui sont nombreux à chercher des solutions à un problème qui nous concerne tous dès le début de la retraite, avec l'idée que les anciens des institutions communautaires aimeraient se retrouver ensemble dans quelques installations de qualité.

Une autre orientation est de renfor-

cer les relations entre l'AIACE et les organisations s'occupant des mêmes problématiques au niveau belge ou international (OTAN, Nations Unies à Genève, etc). Un point d'intérêt particulier est le travail accompli par la Fondation Roi Baudouin dans l'élaboration d'un Pacte de solidarité intergénérationnel dont un des objectifs est de réfléchir à la place donnée aux aînés dans notre société : assurer qu'ils puissent continuer à y jouer un rôle actif aussi longtemps qu'ils le souhaitent. Il s'agit, en d'autres mots, d'amener l'AIACE à s'impliquer plus dans les problèmes de notre société au moins dans les domaines qui concernent directement les Anciens et où ils pourraient apporter des contributions. Ces sujets peuvent être d'intérêt pour d'autres sections et devenir l'objet d'échanges d'idées et d'expériences enrichissant le débat.

André Vanhaeverbeke

Danemark

Livets gang i Danmark

Den danske sektion holdt sin 19e generalforsamling på Hotel Frederiksminde i Præstø i dagene fra den 20. til den 22. april 2009.

I de seneste år har medlemmerne tilskyndet bestyrelsen til at afholde den ordinære og årlige generalforsamling uden for København, i forskellige landsdele, og i tilslutning dertil ligeledes at arrangere et socio-kulturelt arrangement i forbindelse med den vedtægtspligtige generalforsamling. Der synes at være opstået et behov for, at de aktive pensionister vil mødes med tidligere kolleger både på tværs af ansættelsessted og af institution. Bestyrelsen vælger lokalitet for årsmødet på grundlag af tre principper: en smuk beliggenhed, et godt køkken samt et interessant socio-kulturelt indslag.

I år var det det sydsjællandske harmoniske landskab med den idylliske Præstø fjord kantet af frodige strandenge, der dannede ramme om

mødet, der blev begunstiget med det dejligste forårsvejr.

Den lille by Præstø var oprindelig en ø, der i middelalderen var domineret af et antonitermunkekloster. Munkeordenen er opkaldt efter den hellige Antonius med grisen, der var martyrens og eremittens gemytlige ven i hans selvvalgte asketiske ensomhed i ørkenen. Skt. Antonius er navnlig kendt for de talrige fristelser, han udsattes for i form af vellystige fantasier, og digteren Gustave Flaubert skrev i 1874 "Skt. Antonius' fristelse", et religionsfilosofisk værk om eremittens liv. Ikke langt fra det smukt beliggende Hotel Frederiksminde rejser sig den kendte private kostskole, Herlufsholm Skole, hvis historie går tilbage til 1560'erne. Besøget på denne skole dannede ramme om arrangementets socio-kulturelle indslag.

Skolens rektor viste de interesserede medlemmer rundt på skolen, og gæsterne fik et indtryk af, hvorfor rektor og hans lærerkollegium har succes med at betone nogle væsentlige

pædagogiske og opdragelsesmæssige værdier med det til følge at både kostskole- og dagskoleeleverne trives i skolens historiske rammer.

Inden deltagerne med bus kørte tilbage til Frederiksminde for at deltage i generalforsamlingen, fik de lejlighed til at nyde et lækkert måltid på en af egnens kulinariske perler, Babette, ved Vordingborg.

På generalforsamlingen blev der valgt en ny bestyrelse til at føre foreningen ind i dens 20. år. Med sine første nitten år bag sig fik foreningen med forsamlingens bifald sit første æresmedlem, den tidligere formand for AIACE den danske sektion i begyndelsen af dette årti, Erik Oppenheim.

Mange pensionerede kolleger glædede sig over det gemytlige samvær og udtrykte ønske om, at også den nye bestyrelse til næste år ville anvende de ovenfor definerede principper for valg af lokalitet.

AIACE - section Danemark a tenu sa 19ème Assemblée générale pendant



La choix de cette année fut la ville de Præstø (littéralement traduit: «l'île des prêtres») et le séjour fut couronné d'un splendide temps printanier. Cette petite ville fut au Moyen Age une île dominée par un monastère de l'Ordre de Saint-Antoine, ce dernier accompagné de son cochon. Ce cochon fut l'ami jovial du martyr

trois jours, du 20 au 22 avril 2009, à l'Hôtel Frederiksminde à Præstø.

Les adhérents ont invité le Comité à organiser l'Assemblée générale ordinaire hors de Copenhague, dans la province, et également à organiser un événement à caractère socio-culturel en même temps que l'AG statutaire. Il semble que les adhérents éprouvent le besoin de rencontrer d'anciens collègues, indépendamment du lieu de leur travail et de leur institution.

Le Comité a choisi la localité de la séance annuelle sur base de trois principes: une belle localité, une excellente cuisine et un événement intéressant à caractère socio-culturel.

et de l'ermite lors de son isolement volontaire dans le désert. En 1874, Gustave Flaubert écrit «La tentation du Saint-Antoine», une oeuvre philosophique sur la vie de l'ermite.

Situé à une vingtaine de kilomètres de Frederiksminde, à Præstø s'élève le Château de Herlufsholm. C'est un internat de très grande renommée et peut-être le plus prestigieux du Danemark. Son histoire remonte au XVIe siècle. Cet établissement fut choisi comme l'événement socio-culturel de cette année. Menés par le directeur de l'école, les participants comprirent vite que les efforts déployés par le directeur et le corps enseignant pour

intégrer des valeurs pédagogiques et éducatives d'une certaine rigueur dans l'éducation des jeunes gens, rencontrèrent un succès parmi les élèves internes et externes de l'école.

Avant de regagner Frederiksminde en autocar, les participants eurent l'occasion de déguster un repas délicieux qui leur fut servi dans une perle culinaire du nom de «Babette» près de Vordingborg.

L'Assemblée générale a élu le nouveau Comité avec mandat d'introduire l'Association dans sa 20e année d'existence. Après les dix-neuf ans d'activités, la section Danemark eut son premier membre d'honneur, décision applaudie par l'assemblée. Ce fut l'ancien président de l'association qui était à la tête de notre association au début de cette décennie, Erik Oppenheim.

Beaucoup de collègues présents se sont réjouis de la bonne ambiance de la réunion et ont exprimé le souhait que le nouveau Comité maintienne les principes convenus pour choisir la localité de l'Assemblée l'année prochaine.

Sven MOGENSEN

Espagne

Le travail de AIACE Espagne s'est poursuivi normalement tout au long de ces derniers mois. Au fur et à mesure que l'adhésion de l'Espagne „vieillit“, le nombre d'associés augmente et nous atteignons à présent presque 170 membres.

Une des priorités de la section Espagne, comme chacun le sait, a été de faciliter aux adhérents de l'AIACE l'accès aux prestations médicales et sanitaires à travers des conventions non juridiques avec des institutions sanitaires connues soit en matière de médecine générale soit dans une spécialité précise.

Nous en sommes à quatre conventions qui ont pour but de familiariser ces centres médicaux avec les méthodes et les procédures appliquées dans les prestations communautaires.

Des contacts sont en cours avec la Sécurité sociale nationale et la chaîne des Cliniques Quiron établie dans



plusieurs villes importantes espagnoles : Madrid, Bilbao, Saragosse... Des conventions avec ces institutions élargiraient considérablement la couverture géographique des prestations

médicales à nos affiliés.

La Délégation AIACE Espagne à Barcelone a organisé un débat dans la ligne des „Tertulias Europeas“ sur le thème des „Frontières de l'Europe“ particulièrement opportun à l'heure actuelle et dont les rapporteurs sont l'ancien Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Affaires étrangères, Josep Piqué, et l'euro parlementaire, Alejo Vidal-Quadras.

La Section Espagne est aussi invitée régulièrement à des événements organisés par d'autres institutions sur des sujets concernant l'Europe tels que „Dialogo europeo“, le Mouvement fédéral européen avec lequel il est prévu d'établir des rapports institutionnels plus étroits ou le

„think tank“ Instituto Elcano. À titre d'exemple, ce dernier a organisé un séminaire à l'occasion du cinquième anniversaire de l'élargissement dont un des rapporteurs fut le Président de AIACE Espagne et auquel ont parti-

cipé de nombreux Ambassadeurs, professeurs et universitaires.

Enfin, le 28 juin prochain aura lieu l'Assemblée annuelle de AIACE Espagne qui aura cette année un caractère

extraordinaire puisque le Comité sera intégralement renouvelé. Un appel à candidatures a été lancé en temps utile.

Pablo Benavides

Finland

Our activities so far have largely concentrated on the establishment of a proper Finnish branch. We, too, have realised that an organisation like AIACE is needed for continued social and other contacts between retired EU officials in Finland as well as elsewhere, and for the efficient promotion of their interests vis-à-vis both national and EU authorities.

Last autumn a group of 3-4 enthusiasts got down to serious business. We soon got in touch with the AIACE office in Brussels and with our Swedish colleagues, both of whom we want to thank most warmly for all advice and assistance given. By the end of October we had finalised our draft rules and the invitation letter for the founding meeting. DG Admin kindly distributed the letter as an attachment to VOX. The founding meeting took place on 25 November in the Commission premises in Helsinki, attended by 11 ex-officials out of some 50 invited.

The founding meeting adopted the draft rules after some minor amendments, elected a Board with six members, and held a first discussion on the future activities of AIACE-Finland.

In December we submitted our application for registration to the competent Finnish authority, and almost by return it was approved and registered.

The board has so far held five meetings concentrating at the beginning especially on the future activities of the association and on defining membership criteria and planning membership events.

The board has also tried to identify the key areas and targets for future lobbying activities. Not surprisingly we have identified sickness insur-



ance and other social matters as the initial key areas. We furthermore have discussed policies and structures for reaching our members and keeping them informed. In this area the association's mailbox and forthcoming web-site will be of crucial importance. The mailbox is already up and running, thanks to the swift action of AIACE-Belgium. We hope to be able to open the web-site soon.

AIACE-Finland now has 43 members out of about 60 potential ones. The Board's meetings and events for members are mainly organised in the premises of the EC representation in Helsinki. We are very satisfied with the cooperation with the EC representation which has warmly welcomed us under its umbrella.

Three memberships events have been arranged. The first one in January was on an informal basis with wine and cheese, to discuss the future

activities of the association and to exchange experiences of living as an EU pensioner in Finland.

The second event was linked to the Annual Meeting of AIACE-Finland at the end of March. We were invited to the Bank of Finland by its Governor, ex-Commissioner Erkki Liikanen, who spoke about the global financial crisis, and about the role of the Finnish central bank in the euro-system. Mr Liikanen described in a luminous way how the crisis started and accelerated towards global recession.

The third event took place at the end of April in the premises of the EC representation. The Secretary of State in the Prime Minister's Office, Kare Halonen, introduced the Government's Report to the Parliament on EU Policy. The report analyses the development of the European Union and the significance of the EU membership to Finland. The report also lays down basic principles and key objectives for Finland's EU policy and considers ways to develop the exercise of influence in the EU. Finland's priorities in the European Union are related to a Europe of citizens, the economic success of Europe and the EU's role as a prominent global actor. The Annual meeting discussed the normal administrative issues. In addition the heads of the EC representation and the European Parliament Helsinki office presented their respective organisations and activities. Over 30 members took part in the Annual Meeting.

Heikki Salmi / Mauritz Enqvist

France

Le 18 mars 2009, la section France de l'AIACE a tenu son assemblée générale annuelle, sous la présidence de John Maddison, à la Maison de l'Europe de Paris, en présence d'environ 130 de ses membres.

Accueil le matin par Catherine Lalumière, Présidente de la Maison de l'Europe, ancienne Vice-Présidente du Parlement européen et l'après-midi, intervention de Jean-Pierre Jouyet, ancien membre du Cabinet de Jacques Delors à la Commission, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes pendant la Présidence française du deuxième semestre 2008.

Tous deux se sont félicités du rôle actif joué par cette Présidence, marquée par de graves crises : non irlandais, conflit russo-géorgien, crise financière et économique mondiale. Inversement, ils ont relevé un effacement de la Commission par rapport au Conseil et ils ont exprimé des inquiétudes concernant les élections européennes du 7 juin : candidats choisis selon des critères partisans plutôt qu'euro-péens, montée à prévoir de l'euro-scepti-



cisme et de l'abstention.

Au cours de l'assemblée, Dominique Deshayes, Directeur du PMO, ainsi que Ludovic Promelle, Chef d'unité « assurance maladie accidents » et Paolo Mozzaglia, chef du Bureau liquidateur d'Ispra, ont répondu aux questions sur notre transfert du Bureau liquidateur de Luxembourg à celui d'Ispra, ainsi que sur d'autres sujets concernant l'assurance maladie.

Au sujet des pensions, Ludwig Schubert a commenté, sur la base d'un tableau chiffré, la protection du nominal, désormais en passe d'être

résorbée par les ajustements annuels de rémunérations.

John Maddison a présenté son rapport d'activité et Henri Panissié, trésorier, ses comptes ainsi que le budget 2009. Sur recommandation des Commissaires aux comptes, l'Assemblée a approuvé les comptes et donné quitus au trésorier de sa gestion.

Gérald Coget, Président international, a notamment fait le point

sur la préparation des Assises d'Opio (25-29 mai).

John Pearson, membre du Comité, a présenté les premiers résultats d'un questionnaire sur le fonctionnement d'AIACE France diffusé par internet.

Enfin, Yves Borius, président de l'Association des pensionnés des organisations internationales coordonnées (OCDE, Conseil de l'Europe, OTAN, etc.) a relaté les efforts de son Association pour la défense des intérêts de ses membres.

Philippe Bourel de la Roncière

Italie

Abbiamo 40 anni!!!

E' con grande gioia e con orgoglio che il 12 maggio la Sezione Italia ha festeggiato a Roma i suoi 40 anni.

Si dirà: ma tutta l'AIACE festeggia i 40 anni. E' vero, ma noi, come ci ha ricordato l'amico Pietro Lorenzotti, l'unico superstite di quel tempo, vantiamo un diritto di primogenitura, perché l'AIACE Internazionale è nata da una costola italiana. Infatti, l'allora Segretario Generale della Commissione C.E.E., Emile Noël,

saputo che alcuni ex-funzionari di nazionalità italiana avevano deciso di costituire un gruppo di amici che mantenesse vivo il sentimento d'attaccamento alla causa europea, anche dopo aver lasciato le loro funzioni nelle Istituzioni europee, li invitò a ricercare ex-colleghi di altre nazionalità e costituire un gruppo multi-nazionale con struttura federale. Così è sorta l'AIACE Internazionale: 35 iscritti che il 4 luglio 1969 si sono riuniti, per la prima volta, nella sede C.E.E. della Joyeuse Entrée.

Sono solo alcuni mesi di differenza, ma resta l'orgoglio dell'iniziativa, soprattutto perché lo scopo principale (poi rimasto nello Statuto), è quello di continuare a contribuire allo sviluppo dell'integrazione europea nei vari Paesi di residenza.

L'ex-Vice-Presidente della Commissione europea, Filippo Maria Pandolfi, ha voluto portare il suo contributo d'idee, in quanto "controparte politico-amministrativa" dell'AIACE negli anni passati a

Bruxelles (1989-1993), un periodo – ha sottolineato – di mutamento importante nella storia dell'integrazione europea (Trattato di Maastricht) sotto la guida di Jacques Delors. E' l'inizio del ruolo politico, anche se limitato, dell'Europa, che oggi, di fronte alla grave crisi economico-finanziaria, dovrebbe ancor più svilupparsi per l'insufficienza delle dimensioni nazionali. Seguendo il pensiero di Porfirio, la memoria (che oggi facciamo) "non deve essere un archivio d'immagini, ma la riproposizione delle cose che hanno formato oggetto della nostra storia".



De gauche à droite : P.V.Dastoli, P.Lorenzotti, C.Albani, P.Fenici et F.M.Pandolfi.

Con la Dott.ssa Clara Albani, Direttore dell'Ufficio d'informazione per l'Italia del Parlamento Europeo, si entra nella piena attualità, parlando di prossime elezioni europee. "Usa il Tuo voto" è lo slogan lanciato dal Parlamento Europeo e ripreso dalle altre Istituzioni europee: esso deve servire per far votare molti cittadini, ricordando loro che il Parlamento Europeo non è più un organo essenzialmente consultivo, ma ha poteri di decisione che si ripercuotono a livello nazionale. Lo dimostra anche il fatto che l'azione delle varie "lobbies" esistenti a livello europeo si è spostata, in buona parte, dalla Commissione Europea al Parlamento Europeo, che, col Trattato di Lisbona, acquisterà ancor più peso.

L'intervento di Pier Virgilio Dastoli, Direttore della Rappresentanza in Italia della Commissione europea, ha chiuso la manifestazione con un crescendo "federalista" (com'era da attendersi da chi conosce il discepolo d'Altiero Spinelli). Dopo aver ricordato che la Commissione è stata l'invenzione più rivoluzionaria dei Padri fondatori, grazie soprattutto al suo diritto esclusivo d'iniziativa, senza cui non ci possono essere decisioni a livello del Consiglio, ha sottolineato che le attuali critiche d'inattività alla Commissione Barroso non sono

giustificate perché sono cambiate le priorità d'azione: non più il mercato interno, l'allargamento e via dicendo, ma l'energia, l'ambiente, l'integrazione e simili (green economy). Quanto alla progettata maggior politicizzazione della Commissione per la

scelta del Presidente che tenga conto dell'esito delle elezioni del Parlamento Europeo, occorre non dimenticare che fin qui questa Istituzione è sempre stata "superpartes", mentre nell'ipotesi sopra ricordata diventerebbe espressione di una parte politica, con possibili gravi ripercussioni a livello delle decisioni del Consiglio. Nuove sfide, dunque, da affrontare andando a votare !!!

Una giornata che i Soci dell'AIACE presenti a Roma, tra cui una buona rappresentanza della Delegazione d'Ispra, non dimenticheranno facilmente e che li spingerà, malgrado l'età, ad un ulteriore attivismo europeo.

Marco Piccarolo

P.S.: rinviamo ai prossimi Contributi la descrizione delle normali attività della Sede di Roma e della Delegazione d'Ispra.

Nous avons 40 ans !!!

C'est avec grande joie et fierté que, le 12 mai, la section Italie a fêté ses 40 ans. Doublement fêté : parce que c'est la fête de toute l'AIACE et parce que la section se vante d'un droit de primogéniture étant donné que l'AIACE est née d'une côte de cette dernière, ainsi que nous le rappelle Pietro Lorenzetti seul survivant de cette époque. En effet, ayant appris qu'un certain nombre d'anciens fonctionnaires italiens avaient décidé de se constituer en groupe, le Secrétaire général de la Commission, Emile Noël, les invita à chercher les anciens des autres Etats membres, afin de créer un groupe multinational à structure fédérale. C'est ainsi que naquit l'AIACE qui, avec ses 35 membres, se réunit pour la première fois le 4 juillet 1969. Il n'y avait que quelques mois de différence entre les deux groupes, mais la fierté de la primogéniture reste intacte dans le souvenir de la section Italie.

La fête a été animée par la présence du Commissaire de l'époque, Filippo Maria Pandolfi, de Clara Albani, directrice du bureau d'information du Parlement européen, et de Pier Virgilio Dastoli, directeur de la Représentation italienne de la Commission européenne, qui tous ont souligné l'importance du vote pour l'élection du Parlement européen.

Luxembourg

La section Luxembourg de l'AIACE a tenu son Assemblée générale annuelle le 7 mai 2009, en présence de Gérald Coget, président international. Étaient également présents Jesus Moreno Diaz, responsable des relations avec les pensionnés au Parlement européen et Costas Popotas, responsable des relations avec les pensionnés à la Cour de Justice.

D'autre part, pour la Commission, Gail Kent et Monique Théâtre avaient fait parvenir un document sur la politique sociale de la Commission envers ses anciens. Ces conditions ont permis à notre président Gérald Coget de présenter l'objectif d'élargir l'accord entre la Commission et l'AIACE aux autres institutions.

Chantal Anstett et Kirsten Elmquist, membres du comité, ont présenté le bilan des visites culturelles et excursions au Grand-Duché, à Bruxelles et en Alsace. En outre, la section a organisé, en 2008, un voyage de plusieurs jours au Lac de Garde, une

croisière côtière en Croatie et Monténégro, ainsi qu'un voyage aux Pays-Bas.

Ensuite, Laura Barents a fait un rapport sur les contacts qu'elle a pris avec les pensionnés en difficulté qui avaient répondu au questionnaire que la Commission leur avait envoyé. Au Grand-Duché de Luxembourg, les distances ne sont pas trop grandes et le siège de plusieurs institutions permet aux assistants sociaux d'être en contact avec des pensionnés. Cependant, traiter des problèmes liés à l'isolement requiert beaucoup de temps, ce qu'a expliqué Laura Barents, responsable de cette activité au sein de notre comité.

Puis, un vif débat a eu lieu concernant le règlement éditorial que le comité de la section avait adopté. Mais l'Assem-



blée générale a, à son tour, adopté ce règlement. Le but principal était de définir la ligne éditoriale des publications de la section et la priorité que nous devons accorder à nos instances internationales pour défendre les droits de l'ensemble des 8.500 membres de notre Association internationale.

Enfin, l'assemblée a élu les membres du nouveau comité et ensemble nous avons pu prendre un repas de l'amitié au restaurant du bâtiment Jean Monnet de la Commission, ce qui doit évoquer des souvenirs à plusieurs de nos lecteurs.

Francis Wattiau

Portugal

Un vent d'espoir souffle du côté portugais.

Ces derniers temps, la section Portugal – toujours un petit groupe essayant tant bien que mal de faire bouger les choses... - a ressenti un besoin de changement. Histoire de retrouver un nouvel élan nous permettant de profiter de nouvelles énergies et de certains nouveaux venus. C'est bien de voir les anciens collègues des Institutions européennes se joindre à nous et l'on espère qu'ils viendront, au fur et à mesure, nous apporter de nouveaux projets, de nouvelles idées.

C'est dans cet esprit que le premier groupe des corps sociaux de la Section a conclu son mandat de trois ans et que de nouveaux organes viennent d'être élus. Notre section bénéficie désormais d'une nouvelle présidente et d'autres nouveaux éléments pleins d'énergie, dans lesquels nous dépo-

sons de nouveaux espoirs pour l'avenir de nos activités.

Évidemment, le bureau se rencontre toujours chaque mercredi et l'on va bientôt célébrer la 5ème année de notre existence 16 mai le prochain. De plus, on essaie d'approfondir nos travaux autour des besoins de soutien à la santé et au bien-être de nos anciens. En ce sens, nous avons signé un Protocole avec une entreprise d'aide à



domicile, à l'intention des besoins de nos membres.

Hélas, du côté de l'ADMIN, nous sommes déçus de constater que l'appel d'offres pour la médecine préventive n'a pas marché dans le cas du Portugal. Nos affiliés ont une forte demande dans ce domaine et nous espérons que la Commission va faire son possible pour redresser la situation... au profit de tout le monde et surtout des anciens. D'autre part, nous demeurons installés dans un petit coin de la salle de lecture des institutions à Lisbonne, sans espoir de jours meilleurs.

Cependant, venu le printemps, on espère pouvoir organiser des promenades, des visites aux musées et d'autres activités, alors que les élections européennes du 7 juin nous interpellent et nous apportent des nouvelles d'une Europe qui nous concerne toujours...

Eva Bacelar

Sweden

Support for the Iraqi part of Kurdistan

a post-retirement activity for Swedish AIACE member, former Commissioner Anita Gradin

This spring AIACE Sweden has had two members' meetings: one in March and the General Assembly in May.

In the March meeting the Swedish Ambassador to the EU, Christian Danielsson, spoke about the approaching Swedish EU Presidency. He is a former colleague of ours, a Director in the Commission who is on leave of absence to hold the post as Ambassador in view of the Swedish Presidency. He gave his personal view on the preparations and challenges for the Presidency and thus provoked a lively discussion. More than half of our 66 members came to listen, which was a record number of participants so far.

The General Assembly took place on 7-9 May cruising from Stockholm to Helsinki and back. The meeting was held onboard M/S "Gabriella" on Thursday afternoon, and afterwards we had ample time to get to know each other at dinners and breakfasts, at the dancing floor and during a beautiful spring day sightseeing tour in Helsinki.

In an after-dinner gathering on Friday evening we had the pleasure of listening to our member, former Commissioner Anita Gradin and her husband, who spoke about their engagement for the Kurdish region in Iraq. Sweden has admitted one of the largest populations of Iraqi refugees in the world, many of whom

have since returned to their country with great ambitions to develop their region, using their experiences and contacts from Sweden. Before her period as EU Commissioner, Anita Gradin was Immigration Minister in Sweden and after her retirement from the Commission she was contacted by former refugees to assist them in their governance-building. An inspiration to us all for broadening our views and interests!

Marianne Hildebrand



United Kingdom

The Branch's Annual General Meeting on 22 April was a success. The accounts balanced and a healthy reserve was noted. The Chairman's Report, on behalf of the Committee, was accepted. The Committee was re-appointed. If this smacks of complacency, let me try to disabuse you.



I will be sending all the UK members a Chairman's Message in June, to accompany the next edition of our newsletter Connect. This will give full details of last year's activities and our plans for this year.

The AGM was preceded by an admirable presentation from Gail Kent, Head of the Social Welfare Policy Unit in DG ADMIN in Brussels. Gail explained how the Commission, relying heavily on the assistance of the AIACE national sections, seeks to support those pensioners and their dependents

in difficulties, whether by reason of illness, age or infirmity or on financial grounds. The latter do not, however, include those members who are merely suffering from the effects of the credit crunch!

We now have seven active local Groups throughout the UK. In view of the geographic (demographic?) disposition of our members - for instance, many more in Kent, Sussex and Oxfordshire than in East Anglia or the Midlands - this may well be our limit for the present. We had a meeting of interested members from London and some adjacent counties to consider a 'London' Group. However, although much interest was expressed, no volunteer was forthcoming to act as the Organiser for the London activities. All volunteers would be welcome!

Our office is dealing with an increasing number of requests for assistance from members with health and welfare problems and with pension or medical reimbursements. The local Groups have agreed to bring to our attention all cases where pensioners may be in need of assistance so that we can offer help, if wanted. I would ask all of you reading this report to do likewise. Tel: 020 7973 1929 or aiace-uk@ec.europa.eu

Our website provides information on all matters of concern to all UK resident pensioners, though much of this is only available on the password protected 'Members' Area' - <http://www.aiace-uk.eu>

We welcome new members. The services offered to our members have been increased and improved recently and are very different from those available only a few years ago.

Anthony Simpson

Le volontariat des personnes âgées et le rôle des politiques publiques

L'isolement et l'inactivité sont les premiers facteurs de risque pour la santé des seniors, devant l'hypertension ou l'hypercholestérolémie : développer l'activité des seniors devrait être un élément majeur des politiques publiques, notamment en direction des hommes : conclusion du professeur Robert Moulias, gérontologue (Université de Paris VI et président du ALMA France¹ - NGO against elder abuse -).

Dans le cadre des activités du Groupe d'Experts des questions démographiques² (Vox 82), la DG EMPL a organisé le 11 mars dernier un séminaire qui a réuni 120 participants issus d'universités, institutions, associations et gouvernements européens.

Bien qu'en pratique aucune statistique fiable n'existe encore, il est apparu que les pays nordiques et les Pays-Bas ont le plus grand nombre de volontaires seniors. Les éléments d'analyse confirment également l'existence d'un potentiel important de développement révélé dans l'Eurobaromètre 247 en 2008 (73% de personnes non encore retraitées intéressées pour 34% de retraités actuellement impliqués). D'autres sources principales d'information sont EVS³, SHARE⁴ et le Johns Hopkins Institute for Policy Studies.

Effets du volontariat sur les seniors

Etudes et recherches démontrent que les effets du volontariat sur les seniors sont très divers. On relève entre autres une amélioration de l'estime de soi grâce à la réinsertion sociale après la perte de rôle dans la société, la réduction des risques de mortalité et de maladies graves, ainsi que le maintien des capacités fonctionnelles physiques et mentales par suite de la diminution du risque de dépression. De plus, les volontaires seniors sont une ressource appréciable pour les associations car ils se montrent très souvent réguliers dans leur engagement ; certaines associations n'exis-



teraient d'ailleurs pas sans leur contribution.

À l'issue de la rencontre, des bases de développement du bénévolat ont été émises qui veilleraient notamment à garder actifs ceux qui le sont déjà (check-up de santé et accès gratuit à des clubs de sport), à encourager les seniors n'ayant jamais été bénévoles et enfin à sen-

sibiliser les entreprises au volontariat dans le cadre de la responsabilité sociale.

Les gouvernements ont été invités à inciter les chômeurs à se tourner vers le volontariat en leur proposant d'acquérir de nouvelles compétences afin de leur rendre le sentiment d'utilité et d'inclusion sociale tout en les invitant à trouver un nouveau dynamisme.

Année du volontariat

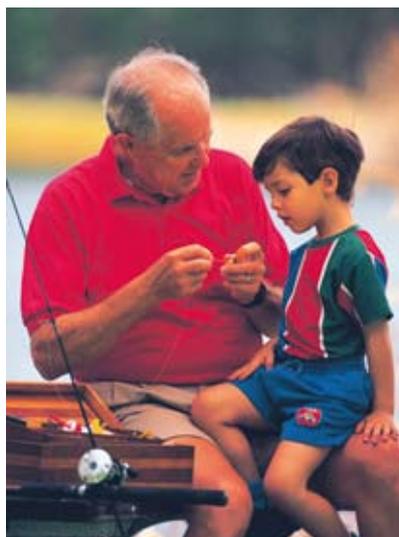
L'année 2011, désignée « L'Année du volontariat », sera le point de départ de nouvelles activités politiques, avec une sensibilisation du public et des acteurs de la société sur l'importance du bénévolat. Des attentes vis-à-vis de l'Union européenne ont été exprimées dans plusieurs domaines par les représentants des différentes parties

prenantes et par Marian Harkin, députée européenne, à l'origine d'une résolution sur la contribution du bénévolat à la cohésion économique et sociale. Ces domaines se présentent sous forme d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques afin de contribuer à l'apprentissage mutuel, à la promotion d'attitudes plus positives envers le volontariat et de meilleures relations entre les générations. Ont été également évoqués : la révision des modalités de financement communautaire visant à prendre en compte financièrement l'apport du travail bénévole, ainsi que le partenariat effectif avec les ONG pour la mise au point de plans d'actions pour le développement du volontariat. Le rôle de l'UE comme valeur ajoutée nécessitera une bonne information sur ses compétences. Elle devrait profiter de l'occasion pour développer son action par la création

d'un « Senior Action Programme ».

La Commission réfléchit aussi à l'organisation d'une année européenne 2012 sur le volontariat actif et la solidarité entre générations. Cet enchaînement des deux années permettrait de confirmer l'idée de coopération intergénérationnelle.

Yvette Demory



(1) Alma France : ALIô MALtraissance des Personnes Agées

(2) Renewed Social Agenda: Opportunities, Access and Solidarity in 21st Century Europe, 2.7.2008 COM 2008 412

(3) European Values Study (EVS) – How do Europeans think about life, family, work, religion, sex, politics, and society ? - www.europeanvaluesstudy.eu

(4) SHARE - Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe - www.share-project.org

Karl der Kühne, Herzog von Burgund

Zu der Ausstellung in Bern, jetzt Brügge und bald Wien

Wer von uns alten Europäern, die viele Jahre ihres Lebens in Brüssel verbracht haben und oft heute noch dort leben, würde nicht aufhorchen, wenn ihnen die Ankündigung einer großen Ausstellung über den Glanz und den Untergang Karls des Kühnen, dieses großen europäischen Herrschers im „Herbst des Mittelalters“, zu Ohren kommt?

Wenn uns die europäische Geschichte nicht interessierte, wären wir nicht so leicht aus unseren Heimatländern nach Brüssel gegangen. Dort begegneten uns nicht nur die modernen Bestrebungen der europäischen Integration. Brüssel und andere belgische Städte eröffneten uns zugleich vor Ort den Blick auf die hochinteressante Zeit der vier großen Herzöge von Burgund, die Vorgänger der Habsburger in dieser Region. Diese Herzöge fügten im 14. und 15. Jahrhundert zwischen dem Königreich Frankreich und dem Heiligen Römischen Reich ein vielgliedriges eigenständiges Herrschaftsgebiet von Dijon bis zur Nordsee zusammen, das zu integrieren ebensoviel Mühe kostete, wie wir sie heute in anderen Dimensionen, aber doch vergleichbar, aufzuwenden haben.

Diesen vier Herzögen und ihren Nachkommen, zu denen der im Jahre 1500 in Gent geborene Kaiser Karl V. gehört, ist die sehenswerte Ausstellung gewidmet, über die hier berichtet wird. Sie konnte im vergangenen Sommer in Bern betrachtet werden, ist jetzt bis Ende Juli 2009 in Brügge und ab September bis zum Januar 2010 in Wien zu sehen. Die Namen dieser drei Städte, die im Leben Karls des Kühnen eine bedeutende Rolle spielten, stehen exemplarisch für den großen Umfang der Exponate,

die aus ganz Europa zusammengetragen wurden, um den Reichtum und den Glanz des burgundischen Hofes zu illustrieren, der seinerzeit zu den ersten und berühmtesten Europas gehörte.

Karl der Kühne, der von 1433 bis 1477 lebte, gibt der Ausstellung seinen Namen. Denn in seiner Herrschaftszeit kulminiert die Größe des Herzogtums, und wird durch seinen frühen Tod in der Schlacht bei Nancy die jähe Wende zum



Übergang in die Herrschaft der Habsburger eingeleitet. Der Name steht aber auch für einen Herrscher, der zur Legitimation seiner Macht und zur Demonstration seiner Stärke Reichtum und Kunst-



schätze anhäufte und strenges höfisches Zeremoniell einsetzte. Die wirtschaftliche Kraft der Tuchproduktion und des Handels der flandrischen Städte gab ihm die Grundlage dafür.

Bern bringt in die Ausstellung vor allem das ein, was im dortigen Historischen Museum aus dem sagenhaften Schatz der Burgunder vorhanden ist, den die Schweizer Eidgenossen in ihren Siegen über Karl 1476 bei Grandson und bei Murten erbeuteten. Dazu gehört unter anderem ein großer, wunderbarer „Tausendblumentepich“, der auf dunklem Grund das goldgewirkte Wappen Philipps des Guten, Karls Vater, umgeben von unzähligen Blumenstauden zeigt, die in hellgrünen, gelben, zart rötlichen und bläulichen Farben gehalten sind. „Noble Schlichtheit und unvergleichliches Raffinement zeichnen dieses Meisterwerk der Teppichkunst aus“ heißt es im Katalog. Es handelt sich natürlich um die berühmte Brüsseler Teppichkunst. Die Serie, zu der der Teppich gehörte, schmückte den Coudenberg-Palast in Brüssel und den Prinzenhof in Brügge. Karl nahm die Stücke auf Reisen mit, um seiner jeweiligen Residenz einen repräsentativen Charakter zu geben. So fielen sie in der Schweiz in die Hände der Landsknechte. Seit 500 Jahren ist

ein solcher Teppich erstmalig wieder in Brügge zu sehen.

Aus den Museen in Brügge selbst findet man unter den Ausstellungsstücken viele Bilder der flämischen Malerei, insbesondere mit lebensvollen Porträts der Mitglieder des Herzoghauses. Große Namen, wie Rogier van der Weyden, kennzeichnen die Künstler. Wir sind auch sonst schon den Porträts dieser Herrschergestalten im schwarzen Gewand vor dunklem Hintergrund in europäischen Museen begegnet. Erwähnenswert ist, dass aus der Nationalbibliothek in Brüssel, die auf Philipp den Guten zurückgeht, herrliche Bände mit Buchmalerei und sogar Notenhandschriften zur Ansicht kommen, die viele Einzelheiten des Lebens am Hofe verdeutlichen.

Wien steuert zu der Ausstellung Zeugen des burgundischen Erbes des Hauses Habsburg bei. Dazu gehören insbesondere Kostbarkeiten aus den Schätzen des Ordens vom Goldenen Vlies, die im Kunsthistorischen Museum in der Hofburg verwahrt werden und die manchem von uns aus der Zeit der Dienstreisen nach Wien nicht unbekannt sein dürften. Ein Kleinod der burgundischen Hofkunst ist das Messornat des Ordens, in dem sich die christlichen Bildmotive der flämischen Malerei mit der Kunst des Stickens mit Goldfäden vereinen, so wie sie um die Zeit der Gründung des Ordens 1430 gepflegt wurde. Mit ihr wird eine feine plastische Wirkung von großer Leuchtkraft erzielt. Das Messornat wurde für die Kapitelsitzungen des Ordens verwendet.

Zu den ausgestellten Schätzen gehören auch kostbare Ausfertigungen der Halskette, welche die ritterlichen Mitglieder des Ordens trugen. Der Anhänger der Kette zeigt das goldene Widderfell, das der griechische Argonaut Jason aus Kolchis am schwarzen Meer raubte. Die Kette selbst ist aus symbolischen Feuereisen und Feuersteinen feingliedrig zusammengesetzt. Zu den

Schätzen gehören auch kunstvoll geschmiedete und reich verzierte Waffen.

Um bei dem geneigten Leser den Wunsch, die Ausstellung zu besuchen, noch zu steigern, gebe ich einige der Themen an, die mit außergewöhnlichen Exponaten behandelt werden: „Ritterspiele;“ „Festbankette mit Theater und Tanz“; „Der Heldenkosmos Karls des Kühnen“; „Charles le Travaillant“: Verwaltung und Handel unter Karl dem Kühnen; „Stifterbilder und Votivgeschenke;“ „Das burgundische Heer“; „Kriegstechnik der Eidgenossen“.

Schließen möchte ich mit einem treffenden Zitat aus dem Vorwort zum Katalog, das der heutige Souverän des Ordens vom Goldenen Vlies, Karl Habsburg-Lothringen, geschrieben hat:

Mit... „der Gründung des Ordens... wurde zum ersten Mal eine supranationale politische Institution geschaffen, der souveräne Rechte eingeräumt wurden, wie die Mitbestimmung über Krieg und Frieden, und der auch Fürsten der beteiligten Nachbarländer angehörten.... Viele Ideale der heutigen Europäischen Union – Dezentralisation, Achtung der Kultur, aber auch Einheit in der Vielfalt – haben ihre Wurzeln im burgundischen Erbe. Die Ausstellung über Karl den Kühnen... beleuchtet nicht nur eine historische Epoche, sondern ist von großer politischer Aktualität.“

So ist es! Das Streben nach größerem Zusammenhalt durchzieht wie ein Leitmotiv unsere europäische Geschichte.

Karl der Kühne, Glanz und Untergang des letzten Herzogs von Burgund, Brüggemuseum und Groeningemuseum Brügge, bis 21. Juli 2009, Kunsthistorisches Museum Wien, 15. September 2009 – 10. Januar 2010.

www.kareldestoute.info/de/individuel_tentoontelling.html

Jürgen Erdmenger nous relate avec enthousiasme les impressions que lui a laissées l'exposition sur la grandeur et la décadence, à « l'automne du Moyen Age », de Charles le Téméraire présentée d'abord à Berne, puis à Bruges (jusqu'à fin juillet) et Vienne (septembre 2009 à janvier 2010). La constitution d'un grand ensemble s'étendant, entre le royaume de France et le Saint empire romain germanique, de Dijon à la Mer du Nord par les quatre grands ducs de Bourgogne, au cours des 14ème et 15ème siècles, s'est avérée aussi laborieuse que, de nos jours, l'intégration européenne. Charles le Té-

méraire (1433-1477), en particulier, a amassé quantité de richesses et de trésors artistiques destinés à étayer son pouvoir.

Du musée historique de Berne provient notamment un magnifique « tapis aux mille fleurs » dû aux fameux ateliers de tapisserie bruxellois, alors que les musées de Bruges ont prêté de nombreuses toiles d'artistes de l'école flamande et que Vienne a mis à la disposition de l'exposition des témoins de l'héritage bourguignon de la maison des Habsbourg, en particulier des trésors de l'Ordre de la Toison d'or. Dans le catalogue

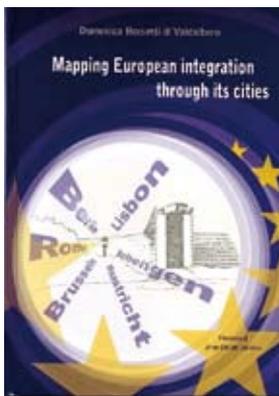
de l'exposition, on peut lire que la création de l'Ordre représentait la première institution politique supranationale disposant de droits souverains. De nombreux idéaux de l'actuelle Union européenne, poursuit le catalogue, ont leurs racines dans l'héritage bourguignon, ce qui confère à l'exposition une grande actualité.

Erdmenger conclut en disant que la recherche d'une plus grande cohésion traverse comme un fil d'Ariane toute notre histoire européenne.

D.G.

“Mapping European integration through its cities”

The book written by Domenico Rossetti di Valdalbero allows a better understanding of the European Union through its cities. In an original and pedagogic way, the author deals with the European budget under Berlin, strengthened cooperation under Nice, asylum under Dublin, the EBRD under London, the Euro-Mediterranean process under Barcelona or the European higher education area under Bologna. Moreover, the reader can easily find explanations relating to 300 terms, concepts and acronyms like codecision, subsidiarity, Berlaymont, Dooge Committee, COREPER, Troika, EFSP or ITER.



Figures and tables illustrate the European decision-making process, the evolution of the unemployment rate in the Member States in these last thirty years, the comparison of military expenditures in the EU, or the global and European demographic trends up to 2050.

The book "Mapping European integration through its cities" can be ordered (28 €) at:

*The European Bookshop, rue de l'Orme, 1 BE-1040 Brussels
Phone: + 32/(0)2/231.04.35 - Fax : + 32/(0)2/735.08.60
Email : mail@libeurop.be*

(Source : UEF)

Un danger, l'ampoule économique ?

Pour sauvegarder la santé de la planète, des propositions européennes tentent de retirer du marché d'ici 2012 la lampe à incandescence au profit de l'ampoule économique.

Selon certains médecins britanniques, cette dernière recèlerait plusieurs dangers :

- ♦ émettrice de rayons UV, elle augmenterait le risque de cancer de la peau et provoquerait des problèmes aux personnes à peau sensible. Le placement d'une paroi de verre autour de la lampe économique suffit souvent à arrêter les UV, mais peu de consommateurs connaissent cette solution ;

- ♦ contenant de faibles quantités de mercure qui peuvent s'échapper lorsque l'ampoule se brise, il est recommandé de bien aérer la pièce pendant un quart d'heure et de la quitter le temps de renouveler l'air, les concentrations de mercure pouvant cependant rester élevées pendant plusieurs semaines ;

- ♦ elle génère un champ électromagnétique dont le rayonnement est particulièrement important dans un rayon d'un mètre autour de l'ampoule.

Une étude réalisée par l'institut flamand VITO a d'ailleurs confirmé récemment ces mesures.

(D'après Belga – La Libre Belgique du 17.03.09)

La Bibliotheca Alexandrina

Joyau d'Alexandrie, elle est érigée sur un magnifique site du port Est historique et donne, au Nord, sur la Méditerranée et, au Sud, sur le campus de l'Université. Elle s'élève presque au même emplacement que son ancêtre, le Temple des Muses.

Fondé par Ptolémée 1er dit Soter en 288 avant JC sous l'impulsion de Démétrios de Phalère, le Temple des Muses servait à la fois d'académie, de centre de recherche et de bibliothèque. Les plus grands penseurs, savants, mathématiciens et poètes de toutes cultures y étudiaient et échangeaient des idées. Pendant six siècles, il fut le symbole des plus nobles aspirations de l'esprit humain : l'Humanisme. En l'an 48 avant JC, il fut victime d'un incendie accidentel survenu lors de la Guerre d'Alexandrie menée par Jules César et, à la suite d'un lent déclin, il disparut complètement en l'an 400.

L'idée de la résurrection de la bibliothèque revient à l'Université d'Alexandrie qui lui alloua le terrain. L'UNESCO soutint le projet architectural audacieux proposé par une équipe d'architectes norvégiens. La pose de la première pierre eut lieu le 26 juin 1988.



Chaque année, la Bibliotheca Alexandrina accueille un million de personnes (750.000 visiteurs et 250.000 lecteurs) et organise plus de 500 événements. Elle compte 11 étages, la Grande Salle de Lecture elle-même, répartie sur 7 niveaux, peut recevoir 2.000 personnes. Il est prévu qu'elle puisse contenir huit millions d'ouvrages dont 500.000 en libre accès à la salle de lecture. Entre autres, elle abrite une salle de conférences, le Musée des Antiquités (Histoire de l'Egypte), le Musée des Manuscrits (120 manuscrits et livres rares dans diverses langues dont l'arabe et le latin).

Les visiteurs peuvent librement feuilleter les publications électroniques à l'aide d'ordinateurs à écrans tactiles. Une imprimante (Espresso Book Machine) permet, à la demande, et en quelques minutes, d'imprimer le contenu d'un livre sur base de fichier numérique sans avoir recours aux films ou plaques traditionnels !

Pour plus d'informations, visitez le site : www.bibalex.org.

(Source : Bibliotheca Alexandrina – 3ème édition 2007)

Multilinguismo in Europa

Nel Ministero delle Relazioni con l'Ue il ministro Ronchi ha costituito una task force che vigila sui siti comunitari e segnala alle istituzioni competenti il mancato rispetto del principio del multilinguismo. L'Unione Europea, infatti, afferma la pari dignità delle lingue, ma ha anche introdotto la poco chiara formula di "lingue di lavoro" o "di procedura" che crea una gerarchia a vantaggio di inglese, francese e tedesco. Risultato? Il 20 novembre 2008 il Tribunale di primo grado dell'Unione Europea ha accolto un ricorso dell'Italia contro una decisione della Commissione europea che favoriva il trilinguismo nei concorsi comunitari. A marzo 2009, poi, l'Ufficio di selezione del personale per le istituzioni comunitarie ha annunciato l'inizio delle pubblicazioni dei concorsi nelle 23 lingue comunitarie.

(il " Foglio" ,12/5/09)

Multilinguisme en Europe

Le Ministre italien des Relations avec l'UE, M. Ronchi, a constitué une « task force » chargée de surveiller les sites communautaires et de signaler tout enfreinte au principe du multilinguisme. En effet, bien qu'affirmant que toutes les langues sont de même valeur, l'UE a introduit la formule ambiguë de « langues de travail » ou « de procédure », ce qui crée une hiérarchie qui avantage l'anglais, le français et l'allemand. Or, le 20 novembre 2008, le Tribunal de première instance de la Cours de Justice a accueilli un recours de l'Italie contre la décision de la Commission européenne qui favorisait le trilinguisme dans les concours communautaires. En conséquence, depuis mars 2009, l'Office de sélection du personnel pour les institutions communautaires publie les concours dans les 23 langues communautaires.

Etienne HIRSCH, l'Européen, le Président d'Euratom

Le 11 avril 2008 s'est déroulée à Paris une journée d'hommage à Etienne Hirsch, le second Président d'EURATOM.



Les Actes de cette journée (65 pages) décrivant l'action du Président Hirsch aux plans scientifique, culturel (l'Université européenne de Florence), international, politique comme Président de l'Association des Amis de Jean Monnet, mais aussi reprenant les interventions de la famille de Etienne Hirsch, sont maintenant disponibles et ne manqueront pas d'intéresser les participants à cette journée comme les anciens d'Euratom.

Comment acquérir ce document ?

- ♦ sur simple demande par e/mail à : « benoit.aubenas@orange.fr » avec un virement de 10 € par exemplaire au compte bancaire à Bruxelles « Benoît AUBENAS ING 0722621 57 » ou
- ♦ par lettre à Benoît AUBENAS, 248, rue de la Convention 75015 PARIS avec un chèque de 10 € par exemplaire sur une banque française.

Multilinguism in India

The similarity in the linguistic landscape with the European Union makes India a privileged interlocutor for Europe in the world of multilinguism. It is the reason why each, with 23 official languages, EU and India have just signed a Joint Declaration on Multilinguism with the aim to reinforce their cooperation and dialogue on key issues regarding :

- ♦ linguistic diversity and intercultural dialogue,
- ♦ the impact of languages on employability, business competitiveness and social cohesion,
- ♦ lifelong language learning,
- ♦ new technologies for language learning and terminology.

On this occasion, Leonard Orban, European Commissioner for Multilinguism said : 'India's experience in coping with linguistic diversity is unique in the world and I believe that the EU and India can learn from each other in this area'.

(Source : IP/09/362 of 06.03.09).

24 stramme Waden gegen die Wahlmüdigkeit („European bike tour“, vgl. Vox 82, Seite 34)

Ernst Piehl, ehemals Beamter in der EU-Kommission, verbindet mit dieser Radtour einen besonderen Ehrgeiz. Er wolle auf die Europa-Wahl hinzuweisen, die "noch weitgehend unbekannt" sei und dazu beizutragen, dass die Wahlbeteiligung sich erhöhe. Piehl und seine Mitstreiter haben bis zum Wahltag am ersten Juni-Wochenende dafür geworben.

Das strammwadige Häuflein tourte durch Belgien, den Süden der Niederlande, Nordrhein-Westfalen, Niedersachsen, Brandenburg und Berlin und dann weiter nach Polen. In den Rathäusern auf der Strecke hat es jeweils schöne Fotos gegeben. Die einfache und wichtige Botschaft dabei war : Geht wählen! Ein letztes Winken für die Fußgänger:

Der Start in Brüssel einer Radtour quer durch Europa.



(ARD 30.04.09)



La lecture du dernier « VOX », au bas de la page 19, m'a incitée à rechercher au fond de mes archives ce texte intitulé « Commission 1962 ». Pour info, « Le pendu de Saint Germain » est une vieille chanson, vraisemblablement fin XIXe ou début XXe, dont l'air sert de base au texte.

LES DIRECTEURS GENERAUX
(Le pendu de Saint-Germain)

Aux Relations extérieures
C'est SEELIGER qui fait la loi,
Alors qu'au Marché Intérieur
Monsieur MILLET est le grand roi.
Pour les Affaires Financières
On dispose du Signor BOBBA;
Et la Concurrence tout entière
Est VERLOREN VAN THEMAAT.

DE MUYNCK est aux Affaires Sociales,
Les Transports ont MINOLETTI;
L'Administration Générale,
C'est SMULDERS qui la garde en vie.
RABOT est l'Agriculture,
Quant à HENDUS, c'est son affaire
De déve1opper les structures
Des pays qu'on dit "d'outre—mer".

Pour le Service Juridique
Monsieur GAUDET bat la mesure,
Et la vie de nos Statistiques
Ne dépend que de WAGENFUHR.
Monsieur RABIER a pour seul rôle
Le Service Presse—Information;
Et la Commission de Contrôle
De FREDDI est l'occupation.

Monique Saxel

Monsieur

Je vous remercie infiniment pour votre très belle publication de l'article sur l'OEP* dans Vox N°82. Bien à vous,

Christian Tremblay

**Observatoire européen du Plurilinguisme
(N.D.R.)*

Dear Secretary,

Congratulations on the article about our ex-colleague Alan Mayhew. I wonder if you might be so kind as to forward this message to him. I would like to order a copy of his book and he is very welcome indeed to contact me at my e-mail address.

Merci d'avance,

Brendan Cardiff

J'ai lu avec grand plaisir l'excellent dernier numéro du VOX pour lequel il faut vous féliciter pour la variété et l'intérêt des différents articles.

Toutefois dans la liste des personnes désignées par l'AIACE pour participer aux différents comités et groupes de travail, il semble qu'une petite erreur se soit glissée. En effet, j'ai reçu copie d'une lettre adressée par le Président international au CGAM me désignant comme membre titulaire de ce comité et Thomas Garrigues (DK) comme membre suppléant. A vous de voir si une rectification vous paraît nécessaire.

Avec mes meilleures salutations et mes félicitations réitérées pour la qualité du travail de la rédaction et des auteurs.

Regina Thill.

Avec les excuses de la Rédaction. Regina Thill est bien membre titulaire du CGAM.

Life after life in the Commission : this is David Williamson's story communicated to us by the author.

"I spent the best years of my life, sixteen years, in the European Commission. You don't believe it? But it's true. However, I have been very lucky indeed to have had a very varied working life, mostly in the public service, and this has continued after I retired from the post of Secretary General.

"I had always intended to serve no more than 10 years as Secretary General and that is exactly what I did. I had worked extremely hard during a very successful period for the European Union and for the Commission under Jacques Delors and I am extremely grateful to all the excellent colleagues in my own office and at all levels with whom I worked. However, at the age of 63, I thought that I could still make an interesting contribution to public life in other ways, either in the European Union more widely or at home in the United Kingdom. Here good fortune was with me again as I was appointed in 1999 to Parliament as an independent crossbench Member of the second chamber, the House of Lords, and my principal work over the last ten years has been as a working Member of the House of Lords, which I attend almost every day when it is sitting. However, I also served for about 5 years as a non-executive director of the large public company, Whitbread plc, which at the time had about 100,000 employees, and was a very large brewer (brewing, inter alia, all the Stella Artois brewed in Britain), had a large number of pubs, a major hotel and restaurant company under the Marriott, Travel Inn, Pizza Hut, Beefeater and other names and was also a leader in Sports Clubs. I was also for some years a trustee of the Thomson Foundation, which is active in the media world, in particular in developing countries.

"The work of the House of Lords has taken most of my time, as I have tried not only to follow and to speak on European affairs, but also to enlarge my interests, in particular into the area of mental health and the welfare



of children. I successfully moved amendments to a recent Mental Health Bill in order to give better protection to children in mental health care and finally we persuaded the House of Commons also to agree to these changes. I am quite proud that I was nominated as a Children's Charity Campaigner of the Year. I have served on a large number of committees in the House of Lords, including the European Union Committee and as Chair of its sub-committee on Social and Consumer Affairs, which scrutinises all European Union legislation.

"The most onerous and also one of the most satisfying posts I have held has been the 4 years I spent until recently as Convenor (leader) of the about 200 independent crossbench peers. As the Government does not have a majority in the House of Lords, the role of the crossbench peers is important and sometimes decisive. In addition, as the crossbench peers are now chosen by an independent Appointments Commission for their knowledge, expertise and experience in different fields, they are men and women of great ability and this adds greatly to the pleasure of working with them.

"My wife, Patricia, and I live in South-West England, although I normally spend 4 days a week in London when the House of Lords is sitting. I am very keen on keeping links with the region and for three years I chaired the Somerset Strategic Partnership, which brings together representatives of local government, business and non-governmental organisations and I greatly enjoyed keeping in touch with my roots in the region.

"My wish is simple, that all my colleagues in the European institutions should have as interesting a life in retirement as I have had".

David Williamson,
(The Rt Hon the Lord Williamson of Horton, GCMG, CB).

A way of keeping up after retirement : Eberhard Rhein

He was lucky to spend more than 30 years at the Commission in development and external affairs, with varied but mostly heavy work schedules. The last 10 years he was in charge of EU relations with its southern neighbours.

It was therefore normal to continue for a few years with missions, conferences and publishing on Euro-MED partnership.

Thanks to his close involvement in the Israeli-Arab peace process he got in contact with the European Policy Centre, where he has served as an informal senior adviser since his retirement, working on enlargement issues up to 2004 and on ENP since.

As time went on, he found he had to develop new expertise and plunged into climate policy, which goes back to his involvement with energy issues in the 1970s. This has now



become his major field of activity. For half a year he has been publishing a regular blog on "Energy and Climate" with blogactiv.eu.

He also continues to write a weekly "View from Brussels" for Mediterranean friends whom he has known for many years.

Since his retirement, he has often lectured inside and outside the EU on subjects related to EU policies and continues doing so at the Mediterranean

Academy of Diplomatic Studies in Malta.

His advice to still active colleagues: acquire a wide range of interests during your Commission activity and do not ask for money but for the interest that post-retirement activities may offer you.

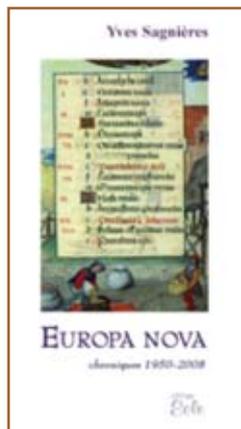
The Editors

Yves Sagnières

Yves Sagnières fut au service des Institutions européennes durant 37 ans, plus particulièrement chargé de l'information. Son livre « Europa nova - chroniques 1950-2008 » propose un survol de l'évolution de l'Europe depuis la création du Benelux, noyau



fondateur, jusqu'à la composition actuelle de la Communauté européenne : soit 27 états. Ceux-ci s'organisent petit à petit, mettant en commun leurs acquis, conservant leur héritage et leurs spécificités à travers histoire et culture. Ces chroniques sont présentées avec humour. « C'est aussi par le sourire que l'on fait, sérieusement l'Europe » écrivait l'Agence Europe au sujet de l'auteur. Une chronique est également consacrée à chacun des 27 pays, ce qui donne au livre un aspect éducatif plus qu'intéressant. Enfin, l'ouvrage comprend également



une interview inédite de Jean Monnet, réalisée par l'auteur, des citations et des écrits concernant l'évolution et l'organisation de l'Europe vue par des écrivains et des hommes politiques de différentes époques.

L'auteur est membre de l'OMPP, l'Office Mondial de la Presse Périodique. Yves Sagnières n'est autre que notre ancien collègue Clément André.

ISBN : 2-87186-160-9

Format 16 X 24 cm, 94 pages - 15 €

D.G.

Hélène Bernet

Hélène Bernet a parcouru neuf universités en qualité de diplômée post-graduate, enseignante, « fellow » ou chercheur, variant les continents, les langues et les disciplines, du droit

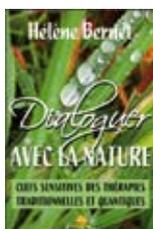


titulé « „Dialoguer avec la nature - Clef des thérapies traditionnelles et quantiques“ vient d'être publié chez l'éditeur suisse „Arbre d'Or“.

C'est la version amplifiée de son mémoire soutenu en faculté de médecine (Kremlin-Bicêtre 2006) pour obtenir un diplôme en „Anthropologie de la Santé publique ».

Il est possible d'acheter le fichier (environ 200 pages) pour 9 € (10 FS) et de le télécharger depuis le site www.arbredor.com/titres/dialoguer.html.

comparé à l'informatique juridique, de la linguistique à la logique et aux mathématiques, de la sociologie du droit à l'anthropologie de la santé publique, en passant par la bio-énergétique. Son dernier ouvrage in-



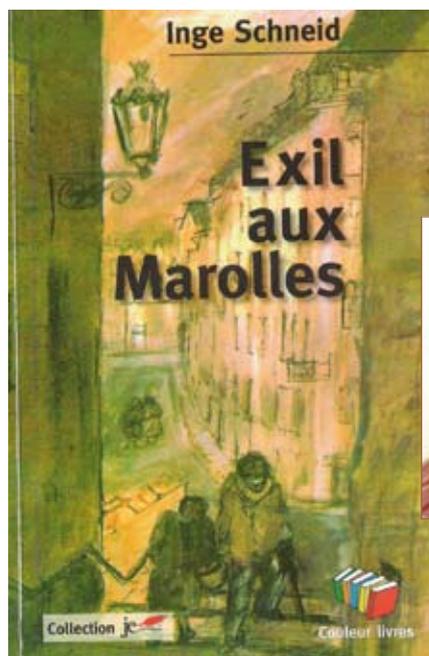
Son précédent ouvrage, „A la Source de notre Vitalité - Ressenti et Probiotiques païens“,

(Editions. Fr. Blouard, Bruxelles 2006) peut être commandé via www.chapitre.com.

Inge Schneid

Inge Schneid, ancienne fonctionnaire, a publié à la Foire du Livre 2009 son livre intitulé « Exil aux Marolles ». Dans ce récit, drôle et émouvant, l'auteur raconte le basculement de son enfance heureuse lors de l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne par les nazis. Elle émigre en Belgique et relate son quotidien fait de misère, d'angoisse et d'hostilité au cœur de Bruxelles, en 1942.

« Exil aux Marolles » Editions (couleurs livres) asbl (www.couleurlivres.be - couleurlivres@skynet.be) - ISBN : 978-2-87003-516-0 - Prix : 15 Euros.



Barbara Höhfeld

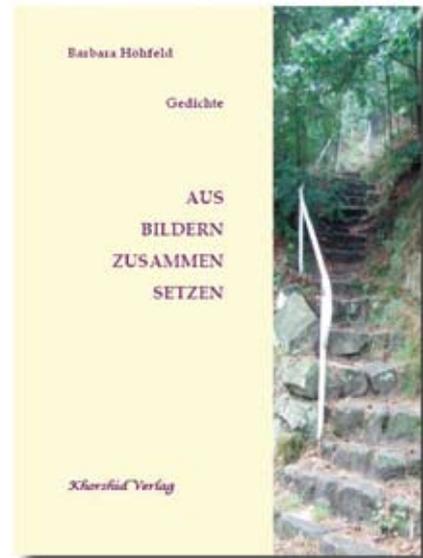
„Aus Bildern zusammensetzen“ heißt ein neuer Gedichtband des Frankfurter Khorshid-Verlags, den unsere ehemalige Kollegin Barbara Höhfeld (früher: Velleine) verfasst hat. Der Verlag schreibt dazu: „Ist Melancholie in einer Epoche, da Werbung, Politik und sonstige den Konsum zum höchsten Wert erklären, zeitgemäß? Gibt es überhaupt noch Melancholie? Wurde sie nicht längst durch ‚Depression‘ ersetzt, die durch Medikamente zu heilen, gefälligst professionell zu behandeln wäre? Kann eine Rückkehr zur Melancholia, zu Wehmut, Traurigkeit unter solchen Umständen gar Trost spenden?“ Aus den Gedichten spricht Lebenserfahrung und Sensibilität, Beobachtungsgabe und Sprachgefühl.



Barbara Höhfeld begann Ende der 70er Jahre zu schreiben. Das literarische Schreiben bot ihr einen Rückhalt für die Arbeit in der Übersetzung Europas (erst bei der Kommission, dann im Parlament), ein Gegengewicht beim Umgang mit der „Langue de Bois“, wie sie in den bürokratischen Verlautbarungen der Europäischen Verwaltung nötig ist.

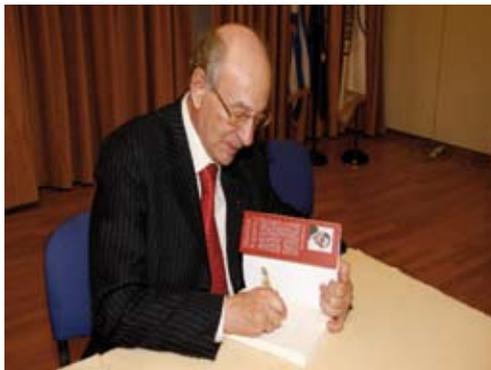
Sie führt gegenwärtig in unregelmäßigen Abständen ein Webtagebuch unter www.barbara-hoehfeld.de

„Aus Bildern zusammensetzen“, Gedichte von Barbara Höhfeld, Khorshid-Verlag, Frankfurt, 2009, ca. 100 Seiten; 16,50 Euros.



Angelos Zacharopoulos

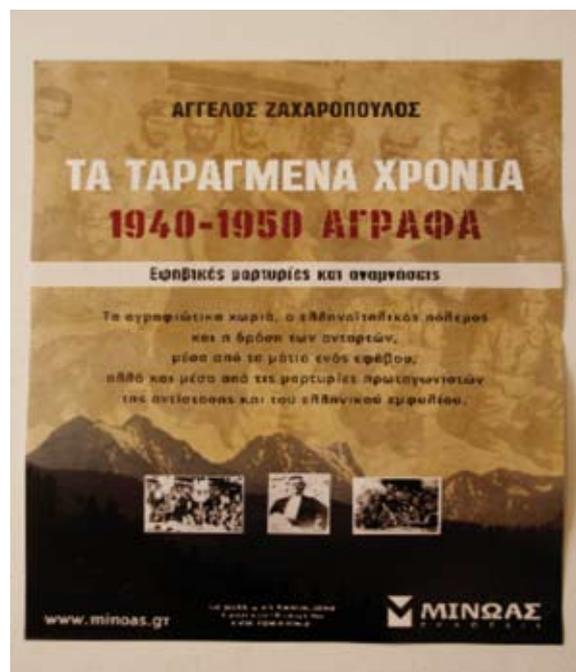
Angelos Zacharopoulos est né en Thessalie. Ingénieur agronome de formation, il a consacré la majeure partie de sa carrière aux travaux de mise en valeur agricole au Ministère de l'Agriculture, où il a occupé le poste de Directeur général. Il a participé aux négociations d'adhésion de la Grèce à l'Union européenne en tant que membre du Comité Central des négociations, qui dirigeait les travaux au niveau des ministres suppléants. A partir de 1982, il poursuit sa carrière comme haut fonctionnaire à la Commission à Bruxelles ; il partit à la retraite en 1993 avec le titre de Directeur honoraire.



Son livre, intitulé « La décennie tourmentée 1940 – 1950 - Témoignages et mémoires d'un adolescent », est le témoignage d'un écolier qui présente avec clarté les situations, événements et images vécus par un enfant dans une période où la Grèce était confrontée à la guerre civile.

En vente à la Librairie PERIPLUS, rue Froissart, 115 à 1040 Bruxelles, tél : 02- 2309335). Nombre de pages : 315 - ISBN: 978-960-699-822-5 - Prix: 18 Euros.

Il est disponible également en Grèce auprès de l'éditeur MINOAS - (WWW.MINOAS.GR)



<http://www.aiace-europa.eu>

Nous ont quittés

ADOUZI Odette	1935.06.10	2009.03.16	MAGUIRE Conor	1922.16.03	2008.31.12
AIDONDIS-SCHOUTEN Johanna	1919.09.03	2009.04.13	MENGUY Marie-Antoinette	1917.02.25	2009.04.13
ANDERSEN Gottlieb	1932.06.17	2009.03.25	MURPHY Michael	1919.13.01	2009.28.03
BARNETT Maureen	1952.11.05	2009.03.11	OLIVA Luciano	1921.09.10	2009.02.14
BEL Nicolaas	1921.07.21	2009.03.22	PEUBLE Georges	1920.03.21	2009.03.27
BOLVIG Bjarne Bent	1941.08.22	2009.03.25	PLEDGE Jeffrey	1943.03.03	2009.04.04
CIPOLLA Corradino	1921.09.19	2009.02.26	PORZIO Carmela	1938.02.14	2009.04.03
COSTANZO Francesco	1930.03.06	2009.04.07	RETZMANN Klaus	1942.12.06	2009.03.01
CUNIBERTI Roberto	1939.03.21	2009.02.28	ROSS Kathryn	1951.10.25	2009.03.05
FASSOT Robert	1921.12.22	2009.04.22	RUSSELL Maureen	1942.08.27	2009.02.27
FUSANI Mario	1927.09.03	2009.04.25	SANGREGORIO Johanna	1934.05.13	2009.03.03
GEHENOT-WALRANT Adeline	1933.01.14	2009.02.23	SCHINDLER Robert	1922.02.24	2009.04.28
GOOSSENS Marie-Jose	1930.10.08	2009.03.07	SCHOCKWEILER Claudine	1950.10.04	2009.04.22
GROOS Ekkehard	1927.06.04	2009.03.05	SCHOREN Georgette	1924.02.09	2009.04.11
GUBERNATOR Klaus	1928.10.30	2009.03.03	SHARPE Bernard	1919.11.13	2009.03.21
HEBRANT Margherita	1924.12.22	2009.04.01	SIMON Joëlle	1961.03.02	2009.01.29
HULSTAERT André	1920.03.08	2009.04.16	SMULDERS Anton	1918.06.10	2009.04.20
KLOSE Arno	1928.11.17	2009.03.26	SOGAARD Ole	1927.09.24	2009.03.23
LACROIX Max	1913.02.09	2009.01.09	TAUBER Yolande	1926.06.26	2009.04.16
LEROY Francois	1929.04.02	2009.03.09	THEOBALD Norbert	1943.05.06	2009.03.14
LONG Albert	1932.08.08	2009.03.01	TODINI Gaetano	1924.05.29	2009.04.12
LOONEN Colette	1941.02.08	2009.04.28	TOWERS-PICTON Patrick	1927.09.18	2009.03.13
LOVATI Egidio	1930.07.16	2009.03.22	VALENTI Romolo	1930.12.26	2009.03.13
MAINDIAUX Claude	1938.09.28	2009.03.18	VAN RHIJN Adriaan	1926.04.24	2009.03.14
MARGNINI Angelo	1924.03.17	2009.03.25			

*Le Président et le Bureau de l'AIACE
présentent leurs condoléances aux familles.*

For some years we have been getting to know a neologism which has spread through the European institutions and various other bodies: 'post-active'. This term can also apply to a law which has been repealed, but the effects of which continue to be felt. In any case, all retired former officials are regarded by their former employer as 'post-active': i.e. their professional activity is behind them. Not everyone likes this epithet, because they are still active, and their activity may be just as demanding as what they were doing in our institutions. They may even fall victim to stress-related illnesses, a situation which it is certainly desirable to avoid, both in the interests of the individual in question and for the sake of a balanced budget in our sickness insurance scheme.

Fortunately, most of us manage to avoid these troubles. Some former officials prefer to turn the page on their past in the EU institutions and take an interest in subjects which have nothing to do with European affairs or with their professional experience, and they find their own kind of happiness in this. They don't join our Association, but our magazine is addressed to them too, not to impose its views on them but in the secret hope that they will find here familiar memories, names of former colleagues or even answers to some of their questions. In any event, whether you are members of our Association or not, whether you agree or not with our articles, the Editors are always happy to have your impressions; please don't hesitate to make your views known. Getting your reactions will encourage the volunteers who give up quite a lot of their time to getting this magazine together.

Daniel Guggenbühl

Le prochain Vox...

Dans Vox 84 vous pourrez lire notamment

- ◆ Les candidats à l'Union européenne
- ◆ Le nouveau Parlement européen
- ◆ La démographie européenne
- ◆ La suite des travaux du Groupe technique Pensions/assurance maladie
- ◆ Ce que sont devenus quelques anciens
- ◆ Un dernier écho de la réunion d'Opio, en vers

... et toutes les rubriques habituelles



AIACE 40 ans

1969 - 2009

Une aventure extraordinaire...

Photographie: M. B. - www.lesphotos.com